

# BALO

## BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



Direction de l'information  
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

[www.dila.premier-ministre.gouv.fr](http://www.dila.premier-ministre.gouv.fr)

[www.journal-officiel.gouv.fr](http://www.journal-officiel.gouv.fr)

### Publications périodiques

### Chiffres d'affaires et situations trimestrielles

**BANQUE DE NOUVELLE CALEDONIE « BNC »**  
 Société anonyme au capital de 12.097.944.000 F.CFP  
 Siège social : 10, avenue du Maréchal Foch, Nouméa, Nouvelle-Calédonie  
 047 688 001 R.C.S. Nouméa.

## RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

**Exercice clos le 31 décembre 2024**

Aux actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2024, sur :

- le contrôle des comptes annuels de la société Banque de Nouvelle Calédonie S.A., tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par votre conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

### 1. Opinion sur les comptes annuels

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel françaises telles qu'applicables en Nouvelle-Calédonie ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français tels qu'applicables en Nouvelle-Calédonie, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

### 2. Justification de nos appréciations

La crise majeure qui a commencé le 13 mai 2024 en Nouvelle-Calédonie crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises par les institutions induisent de multiples conséquences pour les sociétés et autres entités, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues et significatives sur leurs perspectives d'avenir. En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

#### Estimations comptables :

##### Provisionnement des risques de crédit

Comme indiqué dans les notes 3.9, 4.2 et 4.8.2 de l'annexe aux comptes annuels, la Banque de Nouvelle Calédonie constitue des dépréciations et des provisions pour couvrir les risques de crédit inhérents à ses activités. En outre, comme indiqué dans la note 4.10 de l'annexe, la société a doté au 31 décembre 2024 exceptionnellement le fonds pour risques bancaires généraux pour intégrer le risque latent lié à la situation des entreprises et des ménages dans le contexte de crise, différé par les mesures exceptionnelles prises par les collectivités. Dans le cadre de notre appréciation des estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes, nous avons examiné le dispositif de contrôle relatif au suivi des risques de crédit et de contrepartie, à l'appréciation des risques de non-recouvrement et à leur couverture à l'actif par des dépréciations déterminées sur base individuelle, et au passif, par des provisions destinées à couvrir des risques clientèle non affectés.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

### 3. Vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel françaises telles qu'applicables en Nouvelle-Calédonie, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participations et de contrôle vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Nouméa, le 4 avril 2025  
 Les commissaires aux comptes  
 BDO AUDIT  
 Anne-Marie KLOTZ  
 Associée

Paris La Défense, le 4 avril 2025  
  
 KPMG  
 Xavier DE CONINCK  
 Associé

## COMPTE DE RESULTAT

<i>en milliers de francs CFP</i>	<b>Notes</b>	<b>Exercice 2024</b>	<b>Exercice 2023</b>
Intérêts et produits assimilés	<b>3.1</b>	10 794 556	9 608 009

Intérêts et charges assimilées	<b>3.1</b>	-6 332 462	-4 020 860
Revenus des titres à revenu variable	<b>3.3</b>	0	7 791
Commissions (produits)	<b>3.4</b>	2 280 162	2 385 500
Commissions (charges)	<b>3.4</b>	-446 745	-456 748
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation	<b>3.5</b>	246 655	287 296
Autres produits d'exploitation bancaire	<b>3.7</b>	148 473	441 488
Autres charges d'exploitation bancaire	<b>3.7</b>	-336 923	-430 498
<b>Produit net bancaire</b>		<b>6 353 716</b>	<b>7 821 978</b>
Charges générales d'exploitation	<b>3.8</b>	-5 006 292	-5 002 012
Dotations aux amortissements et aux dépréciations sur immobilisations incorporelles et corporelles		-196 663	-213 668
<b>Résultat brut d'exploitation</b>		<b>1 150 761</b>	<b>2 606 298</b>
Coût du risque	<b>3.9</b>	-1 485 735	-966 909
<b>Résultat d'exploitation</b>		<b>-334 974</b>	<b>1 639 389</b>
Gains ou pertes sur actifs immobilisés	<b>3.10</b>	-92 219	-62 855
<b>Résultat courant avant impôt</b>		<b>-427 193</b>	<b>1 576 534</b>
Impôt sur les bénéfices	<b>3.12</b>	-39 978	-737 897
Dotations / reprises de FRBG et provisions réglementées		-1 400 000	0
<b>RESULTAT NET</b>		<b>-1 867 171</b>	<b>838 637</b>

**BILAN ET HORS BILAN****ACTIF**

<i>en milliers de francs CFP</i>	<b>Notes</b>	<b>31/12/2024</b>	<b>31/12/2023</b>
Caisses, banques centrales		13 878 219	23 530 022
Créances sur les établissements de crédit	<b>4.1</b>	58 802 639	37 689 454
Opérations avec la clientèle	<b>4.2</b>	251 577 507	255 607 058
Actions et autres titres à revenu variable	<b>4.3</b>	443	443
Participations et autres titres détenus à long terme	<b>4.4</b>	1 056 279	1 146 056
Parts dans les entreprises liées	<b>4.4</b>	192 348	192 348
Immobilisations incorporelles	<b>4.5</b>	55 270	59 129
Immobilisations corporelles	<b>4.5</b>	809 095	890 330
Autres actifs	<b>4.6</b>	2 115 706	1 101 729
Comptes de régularisation	<b>4.7</b>	1 811 126	2 149 889
<b>TOTAL DE L'ACTIF</b>		<b>330 298 632</b>	<b>322 366 458</b>

**Hors bilan**

<i>en milliers de francs CFP</i>	<b>Notes</b>	<b>31/12/2024</b>	<b>31/12/2023</b>
<b>Engagements donnés</b>			
Engagements de financement	<b>5.1</b>	27 931 610	45 462 853
Engagements de garantie	<b>5.1</b>	13 782 008	16 938 503

**PASSIF**

<i>en milliers de francs CFP</i>	<b>Notes</b>	<b>31/12/2024</b>	<b>31/12/2023</b>
Dettes envers les établissements de crédit	<b>4.1</b>	138 918 956	125 173 419
Opérations avec la clientèle	<b>4.2</b>	161 126 712	165 856 827
Autres passifs	<b>4.6</b>	288 038	311 570
Comptes de régularisation	<b>4.7</b>	6 077 473	6 287 655
Provisions	<b>4.8</b>	3 271 650	3 654 011
Fonds pour risques bancaires généraux (FRBG)	<b>4.8</b>	1 400 000	0
<b>Capitaux propres hors FRBG</b>	<b>4.10</b>	<b>19 215 803</b>	<b>21 082 976</b>
Capital souscrit		12 097 944	12 097 944
Primes d'émission		3 646 846	3 646 846
Réserves		5 338 185	4 499 549
Résultat de l'exercice (+/-)		-1 867 172	838 637
<b>TOTAL DU PASSIF</b>		<b>330 298 632</b>	<b>322 366 458</b>

**Hors bilan**

<i>en milliers de francs CFP</i>	<b>Notes</b>	<b>31/12/2024</b>	<b>31/12/2023</b>
<b>Engagements reçus</b>			
Engagements de garantie	<b>5.1</b>	6 139 263	16 393 104

**NOTES ANNEXES AUX COMPTES INDIVIDUELS ANNUELS****Note 1. Cadre général****1.1 Le Groupe BPCE**

Le Groupe BPCE (L'établissement est intégré aux comptes consolidés du Groupe BPCE, ces comptes sont disponibles au siège social de l'organe central BPCE - 7 promenade Germaine Sablon – 75013 Paris - ainsi que sur le site internet institutionnel de BPCE. L'organe central est enregistré au Registre du commerce et des sociétés de Paris sous le numéro 493455042) dont fait partie la Banque de Nouvelle Calédonie comprend le réseau Banque Populaire, le réseau Caisse d'Epargne, l'organe central BPCE et ses filiales.

**Les deux réseaux Banque Populaire et Caisse d'Epargne**

Le Groupe BPCE est un groupe coopératif dont les sociétaires sont propriétaires des deux réseaux de banque de proximité : les 14 Banques Populaires et les 15 Caisses d'Epargne. Chacun des deux réseaux est détenteur à parité de BPCE, l'organe central du groupe.

Le réseau Banque Populaire comprend les Banques Populaires et les sociétés de caution mutuelle leur accordant statutairement l'exclusivité de leur cautionnement.

Le réseau Caisse d'Epargne comprend les Caisses d'Epargne et les sociétés locales d'épargne (SLE).

Les Banques Populaires sont détenues à hauteur de 100 % par leurs sociétaires.

Le capital des Caisses d'Epargne est détenu à hauteur de 100 % par les sociétés locales d'épargne. Au niveau local, les SLE sont des entités à statut coopératif dont le capital variable est détenu par les sociétaires. Elles ont pour objet d'animer le sociétariat dans le cadre des orientations générales de la Caisse d'Epargne à laquelle elles sont affiliées et elles ne peuvent pas effectuer d'opérations de banque.

**BPCE**

Organe central au sens de la Loi bancaire et établissement de crédit agréé comme banque, BPCE a été créé par la Loi n° 2009-715 du 18 juin 2009. BPCE est constitué sous forme de société anonyme à directoire et conseil de surveillance dont le capital est détenu à parité par les 14 Banques Populaires et les 15 Caisses d'Epargne.

Les missions de BPCE s'inscrivent dans la continuité des principes coopératifs des Banques Populaires et des Caisses d'Epargne.

BPCE est notamment chargé d'assurer la représentation des affiliés auprès des autorités de tutelle, de définir la gamme des produits et des services commercialisés, d'organiser la garantie des déposants, d'agréer les dirigeants et de veiller au bon fonctionnement des établissements du groupe.

En qualité de holding, BPCE exerce les activités de tête de groupe et détient les filiales communes aux deux réseaux dans le domaine de la banque de proximité et assurance, de la banque de financement et des services financiers et leurs structures de production. Il détermine aussi la stratégie et la politique de développement du groupe.

Le réseau et les principales filiales de BPCE, sont organisées autour de deux grands pôles métiers :

- la Banque de proximité et Assurance, comprenant le réseau Banque Populaire, le réseau Caisse d'Epargne, le pôle Solutions & Expertises Financières (comprenant l'affacturage, le crédit à la consommation, le crédit-bail, les cautions & garanties financières et l'activité « Titres Retail »), les pôles Digital et Paiements (intégrant les filiales Paiements et le groupe Oney) et Assurances et les Autres Réseaux ;
- Global Financial Services regroupant la Gestion d'actifs et de fortune (Natixis Investment Managers et Natixis Wealth Management) et la Banque de Grande Clientèle (Natixis Corporate & Investment Banking)

Parallèlement, dans le domaine des activités financières, BPCE a notamment pour missions d'assurer la centralisation des excédents de ressources et de réaliser toutes les opérations financières utiles au développement et au refinancement du groupe, charge à lui de sélectionner l'opérateur de ces missions le plus efficace dans l'intérêt du groupe. Il offre par ailleurs des services à caractère bancaire aux entités du groupe.

**La caisse d'épargne Ile de France**

La caisse d'épargne Ile de France détient 97% du capital de la Banque de Nouvelle Calédonie au 31 décembre 2024.

**1.2 Mécanisme de garantie**

Le système de garantie et de solidarité a pour objet, conformément aux articles L. 511-31, L. 512-107-5 et L. 512-107-6 du Code monétaire et financier, de garantir la liquidité et la solvabilité du groupe et des établissements affiliés à BPCE, ainsi que d'organiser la solidarité financière qui les lie.

BPCE est chargé de prendre toutes mesures nécessaires pour organiser la garantie de la solvabilité du groupe ainsi que de chacun des réseaux et d'organiser la solidarité financière au sein du Groupe. Cette solidarité financière repose sur des dispositions législatives instituant un principe légal de solidarité obligeant l'organe central à restaurer la liquidité ou la solvabilité d'affiliés en difficulté et/ou de l'ensemble des affiliés du Groupe. En vertu du caractère illimité du principe de solidarité, BPCE est fondé à tout moment à demander à l'un quelconque ou plusieurs ou tous les affiliés de participer aux efforts financiers qui seraient nécessaires pour rétablir la situation, et pourra si besoin mobiliser jusqu'à l'ensemble des disponibilités et des fonds propres des affiliés en cas de difficulté de l'un ou plusieurs d'entre eux.

Ainsi en cas de difficultés, BPCE devra faire tout le nécessaire pour restaurer la situation financière et pourra notamment recourir de façon illimitée aux ressources de l'un quelconque, de plusieurs ou de tous les affiliés, ou en core mettre en œuvre les mécanismes appropriés de solidarité interne du groupe et en faisant appel au fonds de garantie commun aux deux réseaux dont il détermine les règles de fonctionnement, les modalités de déclenchement en complément des fonds des deux réseaux ainsi que les contributions des établissements affiliés pour sa dotation et sa reconstitution.

BPCE gère ainsi le Fonds réseau Banque Populaire, le Fonds réseau Caisse d'Epargne et le Fonds de Garantie Mutuel.

Le **Fonds réseau Banque Populaire** est constitué d'un dépôt de 450 millions d'euros effectué par les Banques Populaires dans les livres de BPCE sous la forme d'un compte à terme d'une durée de dix ans et indéfiniment renouvelable.

Le **Fonds réseau Caisse d'Epargne** fait l'objet d'un dépôt de 450 millions d'euros effectué par les Caisses d'Epargne dans les livres de BPCE sous la forme d'un compte à terme d'une durée de dix ans et indéfiniment renouvelable.

Le **Fonds de Garantie Mutuel** est constitué des dépôts effectués par les Banques Populaires et les Caisses d'Epargne dans les livres de BPCE sous la forme de comptes à terme d'une durée de dix ans et indéfiniment renouvelables. Le montant des dépôts parréseau est de 174 millions d'euros au 31 décembre 2024.

Le montant total des dépôts effectués auprès de BPCE au titre du Fonds réseau Banque Populaire, du Fonds réseau Caisse d'Epargne et du Fonds de Garantie Mutuel ne peut être inférieur à 0,15 % et ne peut excéder 0,3 % de la somme des actifs pondérés du groupe.

Dans les comptes individuels des établissements, la constitution de dépôts au titre du système de garantie et de solidarité se traduit par l'identification d'un montant équivalent au sein d'une rubrique dédiée des capitaux propres.

Les sociétés de caution mutuelle accordant statutairement l'exclusivité de leur cautionnement à une Banque Populaire bénéficient de la garantie de liquidité et de solvabilité en leur qualité d'affilié à l'organe central.

La liquidité et la solvabilité des sociétés locales d'épargne sont garanties au premier niveau pour chaque société locale d'épargne considérée, par la Caisse d'Epargne dont la société locale d'épargne concernée est l'actionnaire.

Le directoire de BPCE a tout pouvoir pour mobiliser les ressources des différents contributeurs sans délai et selon l'ordre convenu, sur la base d'autorisations préalables délivrées à BPCE par les contributeurs.

### 1.3 Evénements significatifs

L'année a été particulièrement marquée par les événements qui se sont déroulés sur le territoire et la destruction massive du tissu économique. La Banque de Nouvelle Calédonie a ainsi été lourdement impactée par les émeutes débutées le 13 mai 2024, tant sur le plan matériel avec notamment la destruction de 2 agences et le pillage de GAB, qu'en termes d'activité et de rentabilité.

### 1.3 Evénements postérieurs à la clôture

Aucun événement postérieur à la clôture n'est à signaler.

## Note 2. Principes et méthodes comptables généraux

### 2.1 Méthodes d'évaluation, présentation des comptes individuels et date de clôture

Les comptes individuels annuels de la Banque de Nouvelle-Calédonie sont établis et présentés conformément aux règles définies par BPCE dans le respect du règlement n°2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC).

Les comptes individuels annuels au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2024 ont été arrêtés par le conseil d'administration du 01/04/2025. Ils seront soumis à l'approbation de l'assemblée générale du 24/04/2025.

Les montants présentés dans les états financiers et dans les notes annexes sont exprimés en milliers de francs CFP, sauf mention contraire. Les effets d'arrondis peuvent générer, le cas échéant, des écarts entre les montants présentés dans les états financiers et ceux présentés dans les notes annexes.

### 2.2 Changements de méthodes comptables

Le Règlement n° 2023-05 du 10 novembre 2023 de l'Autorité des normes comptables (ANC) relatif aux solutions informatiques, modifiant le règlement ANC n° 2014-03 du 5 juin 2014 relatif au plan comptable général s'applique obligatoirement à compter du 1er janvier 2024. Il n'a pas d'impact significatif sur les comptes individuels de l'établissement.

Les autres textes adoptés par l'Autorité des normes comptables et d'application obligatoire en 2024 n'ont également pas d'impact significatif sur les comptes individuels de l'établissement.

L'établissement n'anticipe pas l'application des textes adoptés par l'Autorité des normes comptables lorsqu'elle est optionnelle, sauf mention spécifique.

### 2.3 Principes comptables généraux

Les comptes de l'exercice sont présentés sous une forme identique à celle de l'exercice précédent. Les conventions comptables générales ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation ;
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre ;
- indépendance des exercices ;

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode du coût historique et tous les postes du bilan sont présentés, le cas échéant, nets d'amortissements, de provisions et de corrections de valeur.

Les principes comptables spécifiques sont présentés dans les différentes notes annexes auxquelles ils se rapportent.

### 2.4 Principes applicables aux mécanismes de résolution bancaire

Les modalités de constitution du fonds de garantie des dépôts et de résolution relèvent de l'arrêté du 27 octobre 2015.

Pour les fonds de garantie des mécanismes espèces, cautions et titres, le montant cumulé des contributions versées par le groupe représente 261.531 milliers de francs CFP. Les cotisations cumulées (contributions non remboursables en cas de retrait volontaire d'agrément) représentent 30.752 milliers de francs CFP. Les contributions versées sous forme de certificats d'associé ou d'association et de dépôts de garantie espèces qui sont inscrits à l'actif du bilan s'élèvent à 230.778 milliers de francs CFP.

Le fonds de résolution a été constitué en 2015 par la directive 2014/59/UE dite BRRD (Bank Recovery and Resolution Directive) qui établit un cadre pour le redressement et la résolution des établissements de crédit et des entreprises d'investissement, et l'ordonnance n°2015-1024 transposant cette directive. Le fonds est un dispositif de financement de la

résolution à la disposition de l'autorité de résolution nationale (Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution – ACPR - pour les établissements situés dans les pays et territoires d'outre-mer). Cette dernière pourra faire appel à ce fonds dans le cadre de la mise en œuvre des procédures de résolution.

Conformément aux décisions 2019-CR-03 et 2019-CR-04 sur les contributions ex-ante aux dispositifs de financement pour la résolution, l'ACPR a déterminé les contributions au fonds de résolution pour l'année 2024. Il n'y a pas eu de contributions versées pour l'exercice. Le cumul des contributions qui sont inscrites à l'actif du bilan s'élève à 70 987 milliers de francs CFP au 31 décembre 2024.

### Note 3. Informations sur le compte de résultat

#### 3.1 Intérêts, produits et charges assimilés

##### Principes comptables

Les intérêts et les commissions assimilables par nature à des intérêts sont enregistrés en compte de résultat prorata temporis.

Les intérêts négatifs sont présentés comme suit :

- un intérêt négatif sur un actif est présenté en charges d'intérêts dans le PNB,
- un intérêt négatif sur un passif est présenté en produits d'intérêts dans le PNB.

Les commissions et coûts liés à l'octroi ou à l'acquisition d'un concours sont notamment assimilés à des compléments d'intérêts et sont étalés sur la durée de vie effective du crédit au prorata du capital restant dû.

Les revenus d'obligations ou des titres de créances négociables sont comptabilisés pour la partie courue dans l'exercice.

<i>en milliers de francs CFP</i>	Exercice 2024			Exercice 2023		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Opérations avec les établissements de crédit	2 244 173	-3 910 735	-1 666 562	1 860 540	-2 349 818	-489 278
Opérations avec la clientèle	8 548 011	-2 421 727	6 126 284	7 746 516	-1 671 042	6 075 474
Autres	2 372	0	2 372	953	0	953
<b>TOTAL</b>	<b>10 794 556</b>	<b>-6 332 462</b>	<b>4 462 094</b>	<b>9 608 009</b>	<b>-4 020 860</b>	<b>5 587 149</b>

Les produits d'intérêts sur opérations avec les établissements de crédit comprennent la rémunération des fonds du Livret A et du LDD et ceux du LEP centralisés à la Caisse des dépôts et consignations.

Pour l'exercice 2024, la provision épargne logement est reprise pour 13.035 milliers de francs CFP, contre 12.289 milliers de francs CFP de dotation pour l'exercice 2023.

#### 3.2 Produits et charges sur opérations de crédit-bail et locations assimilés

##### Principes comptables

Sont enregistrés à ce poste les produits et charges provenant d'immobilisations figurant à l'actif du bilan aux postes « Crédit-bail et opérations assimilées » et « Location simple », notamment :

- les loyers et les plus et moins-values de cession relatives à des immobilisations données en crédit-bail ou en location avec option d'achat ou encore en location simple ;
- les dotations et reprises liées aux dépréciations, pertes sur créances irrécouvrables et récupérations sur créances amorties relatives à la fraction des loyers douteux dont la dépréciation est obligatoire, ainsi que celles relatives aux indemnités de résiliation des contrats ;
- les dotations aux amortissements des immobilisations.

La Banque de Nouvelle Calédonie n'exerce pas d'activité de crédit-bail ou d'activité de location simple à titre principal ou de façon significative. Par conséquent, les dotations, reprises de provisions et pertes sur les créances impayées sur les loyers de crédit-bail, suite à appel en exécution dans le cadre des garanties données à une sociétés de crédit-bail, au titre de la clientèle apportée à cet établissement, sont présentées en coût du risque.

#### 3.3 Revenus des titres à revenu variable

##### Principes comptables

Les revenus des titres à revenu variable comprennent les dividendes et autres revenus provenant d'actions et d'autres titres à revenu variable, de participations, d'autres titres détenus à long terme et de parts dans les entreprises liées.

Les dividendes sont comptabilisés dès que leur paiement a été décidé par l'organe compétent.

<i>en milliers de francs CFP</i>	Exercice 2024	Exercice 2023
Participations et autres titres détenus à long terme	0	7 791
<b>TOTAL</b>	<b>0</b>	<b>7 791</b>

Aucun revenu des titres à revenu variable n'a été comptabilisé au cours de l'exercice 2024.

#### 3.4 Commissions

##### Principes comptables

Les commissions assimilables par nature à des intérêts sont comptabilisées en intérêts, produits et charges assimilés (note 3.1).

Les autres commissions sont enregistrées selon la nature de la prestation :

- commissions rémunérant une prestation instantanée : enregistrement lors de l'achèvement des prestations ;

- commissions rémunérant une prestation continue ou discontinue avec plusieurs échéances successives échelonnées : enregistrement au fur et à mesure de l'exécution de la prestation.

<i>en milliers de francs CFP</i>	<b>Exercice 2024</b>			<b>Exercice 2023</b>		
	<b>Produits</b>	<b>Charges</b>	<b>Net</b>	<b>Produits</b>	<b>Charges</b>	<b>Net</b>
Opérations de trésorerie et interbancaire	0	-17 480	-17 480	0	-22 458	-22 458
Opérations avec la clientèle	1 086 366	0	1 086 366	1 153 503	0	1 153 503
Opérations sur titres	9 049	-4 255	4 794	11 737	-7 593	4 144
Moyens de paiement	518 877	-288 201	230 676	560 445	-291 009	269 436
Opérations de change	2 186	0	2 186	3 078	0	3 078
Engagements hors-bilan	40 447	0	40 447	59 941	0	59 941
Prestations de services financiers	623 237	-136 809	486 428	596 796	-135 688	461 108
<b>TOTAL</b>	<b>2 280 162</b>	<b>-446 745</b>	<b>1 833 417</b>	<b>2 385 500</b>	<b>-456 748</b>	<b>1 928 752</b>

### 3.5 Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation

#### Principes comptables

Les gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation regroupent :

- les gains ou pertes des opérations de bilan et de hors-bilan sur titres de transaction ;
- les gains ou pertes dégagés sur les opérations de change à terme sec, résultant des achats et ventes de devises et de l'évaluation périodique des opérations en devises et des métaux précieux ;
- les gains ou pertes provenant des opérations sur des instruments financiers à terme, notamment de taux d'intérêt, de cours de change et d'indices boursiers, que ces instruments soient fermes ou conditionnels, y compris lorsqu'il s'agit d'opérations de couverture d'opérations des portefeuilles de négociation.

<i>en milliers de francs CFP</i>	<b>Exercice 2024</b>	<b>Exercice 2023</b>
Opérations de change	246 655	287 296
<b>TOTAL</b>	<b>246 655</b>	<b>287 296</b>

### 3.6 Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés

#### Principes comptables

Ce poste correspond aux gains ou pertes sur opérations des portefeuilles sur titres de placement et sur titres de l'activité de portefeuille, issu de la différence entre reprises de provisions et plus-values de cession et dotations aux provisions et moins-values de cession.

La Banque de Nouvelle Calédonie détient un portefeuille non significatif de titres de placement.

### 3.7 Autres produits et charges d'exploitation bancaire

#### Principes comptables

Les autres produits et charges d'exploitation bancaire recouvrent notamment la quote-part réalisée sur opérations faites en commun, les refacturations des charges et produits bancaires, les produits et charges des opérations des activités immobilières et des prestations de services informatiques.

Figurent également à ce poste les charges et produits sur les activités de crédit-bail et/ou de location simple non exercées à titre principal et dont les immobilisations figurent à l'actif au poste d'immobilisations corporelles,

Ces produits et charges comprennent notamment :

- les loyers et les plus et moins-values de cession relatives à des immobilisations données en crédit-bail ou en location avec option d'achat ou encore en location simple ;
- les dotations et reprises liées aux dépréciations, pertes sur créances irrécouvrables et récupérations sur créances amorties relatives à la fraction des loyers douteux dont la dépréciation est obligatoire, ainsi que celles relatives aux indemnités de résiliation des contrats ;
- les dotations aux amortissements des immobilisations concernées.

<i>en milliers de francs CFP</i>	<b>Exercice 2024</b>			<b>Exercice 2023</b>		
	<b>Produits</b>	<b>Charges</b>	<b>Total</b>	<b>Produits</b>	<b>Charges</b>	<b>Total</b>
Activités immobilières	36 605	0	36 605	33 380	0	33 380
Autres activités diverses	105 503	-305 221	-199 718	406 775	-375 181	31 594
Autres produits et charges accessoires	6 365	-31 702	-25 337	1 333	-55 317	-53 984
<b>TOTAL</b>	<b>148 473</b>	<b>-336 923</b>	<b>-188 450</b>	<b>441 488</b>	<b>-430 498</b>	<b>10 990</b>

### 3.8 Charges générales d'exploitation

#### Principes comptables

Les charges générales d'exploitation comprennent les frais de personnel dont les salaires et traitements, la participation et l'intéressement des salariés, les charges sociales, les impôts et taxes afférents aux frais de personnel. Sont également enregistrés les autres frais administratifs dont les autres impôts et taxes et la rémunération des services extérieurs.

<i>en milliers de francs CFP</i>	Exercice 2024	Exercice 2023
Salaires et traitements	-2 297 524	-2 209 763
Charges de retraite et assimilées	-439 850	-558 744
Autres charges sociales	-443 888	-436 187
Intéressement des salariés	-10 659	-125 419
Participation des salariés	0	0
Impôts et taxes liés aux rémunérations	-600	-1 388
<b>Total des frais de personnel</b>	<b>-3 192 521</b>	<b>-3 331 501</b>
Impôts et taxes	-14 919	-16 849
Autres charges générales d'exploitation	-1 800 306	-1 654 066
Charges refacturées	1 454	404
<b>Total des autres charges d'exploitation</b>	<b>-1 813 771</b>	<b>-1 670 511</b>
<b>TOTAL</b>	<b>-5 006 292</b>	<b>-5 002 012</b>

L'effectif moyen du personnel en activité au cours de l'exercice, ventilé par catégories professionnelles est le suivant : 75 cadres et 255 non-cadres, soit un total de 330 salariés.

Les refacturations des activités « organe central » (listées dans le Code monétaire et financier) versées à BPCE sont présentées en PNB et les refacturations des missions groupe versées à BPCE sont présentées en charges générales d'exploitation.

### 3.9 Coût du risque

#### Principes comptables

Le poste coût du risque comporte uniquement le coût lié au risque de crédit (ou risque de contrepartie). Le risque de crédit est l'existence d'une perte potentielle liée à une possibilité de défaillance de la contrepartie sur les engagements qu'elle a souscrits. Par contrepartie, il s'agit toute entité juridique bénéficiaire d'un crédit ou d'un engagement par signature, partie à un instrument financier à terme ou émetteur d'un titre de créance.

Le coût du risque de crédit est évalué lorsque la créance est qualifiée de douteuse c'est-à-dire quand le risque est avéré dès lors qu'il est probable que l'établissement ne percevra pas tout ou partie des sommes dues au titre des engagements souscrits par la contrepartie conformément aux dispositions contractuelles initiales, nonobstant l'existence de garantie ou de caution.

Le risque de crédit est également évalué quand le risque de crédit est identifié, sur des encours non douteux mais présentant une augmentation significative du risque de crédit depuis leur comptabilisation initiale (cf. notes 4.1 et 4.2.1).

Le coût de risque de crédit se compose donc de l'ensemble des dotations et reprises de dépréciations de créances sur la clientèle, sur établissements de crédit, sur titres à revenu fixe d'investissement (en cas de risque de défaillance avéré de l'émetteur), les provisions sur engagements hors - bilan (hors instruments financiers de hors bilan) ainsi que les pertes sur créances irrécouvrables et les récupérations sur créances amorties.

Toutefois, sont classées aux postes Intérêts et produits assimilés et Autres produits d'exploitation bancaire du compte de résultat, les dotations et reprises de provisions, les pertes sur créances irrécouvrables ou récupérations de créances amorties relatives aux intérêts sur créances douteuses dont le provisionnement est obligatoire. Pour les titres de transaction, de placement, de l'activité de portefeuille et pour les instruments financiers à terme, le coût du risque de contrepartie est porté directement aux postes enregistrant les gains et les pertes sur ces portefeuilles, sauf en cas de risque de défaillance avéré de la contrepartie où cette composante peut être effectivement isolée et où les mouvements de provision sur risque de contrepartie sont alors inscrits au poste Coût du risque.

<i>en milliers de francs CFP</i>	Exercice 2024					Exercice 2023				
	Dotations	Reprises et utilisat°	Pertes	Récupérat° sur créances amorties	Total	Dotations	Reprises et utilisat°	Pertes	Récupérat° sur créances amorties	Total
<b>Dépréciations d'actifs</b>										
Clientèle	-2 391 785	837 816	-164 902	20 876	-1 697 995	-1 372 632	638 187	-85 526	7 721	-812 251
Titres et débiteurs divers	-187 533	64 534	-14 826		-137 826	-202 792	16 303	-27 715		-214 205
<b>Provisions</b>										
Engagements hors bilan	-99 557	58 433			-41 124	-49 574	215 208			165 635
Provisions pour risque clientèle	-7 115	398 325			391 210	-121 282	15 195			-106 087
<b>TOTAL</b>	<b>-2 685 990</b>	<b>1 359 108</b>	<b>-179 729</b>	<b>20 876</b>	<b>-1 485 735</b>	<b>-1 746 280</b>	<b>884 893</b>	<b>-113 241</b>	<b>7 721</b>	<b>-966 908</b>
dont:										
reprises de dépréciations devenues sans objet		779 326					581 055			
reprises de dépréciations utilisées		123 024					73 434			
reprises de provisions devenues sans objet		456 758					230 403			
<b>Total reprises nettes</b>		<b>1 359 108</b>					<b>884 893</b>			



### 3.10 Gains ou pertes sur actifs immobilisés

#### Principes comptables

Les gains ou pertes sur actifs immobilisés comprennent :

- les gains ou pertes sur cessions d'actifs corporels et incorporels affectés à l'exploitation de l'établissement, issus de la différence entre plus-values et moins-values de cession et reprises et dotations aux provisions ;
- les gains ou pertes des opérations sur titres de participation, sur autres titres détenus à long terme, sur parts dans les entreprises liées et sur titres d'investissement, issus de la différence entre reprises de provisions et plus-values de cession et dotations aux provisions et moins-values de cession.

en milliers de francs CFP	Exercice 2024			Exercice 2023		
	Participations et autres titres à long terme	Immobilisations corporelles et incorporelles	Total	Participations et autres titres à long terme	Immobilisations corporelles et incorporelles	Total
<b>Dépréciations</b>						
Dotations	-43 364		-43 364	-58 600		-58 600
Reprises	16 097		16 097	246 654		246 654
<b>Résultat de cession</b>	-16 254	-48 698	-64 952	-246 551	-4 358	-250 909
<b>TOTAL</b>	<b>-43 521</b>	<b>-48 698</b>	<b>-92 219</b>	<b>-58 497</b>	<b>-4 358</b>	<b>-62 855</b>

### 3.11 Résultat exceptionnel

#### Principes comptables

Ce poste comprend exclusivement les produits et les charges avant impôt, qui sont générés ou surviennent de manière exceptionnelle et qui ne relèvent pas de l'activité courante de l'établissement.

Aucun résultat exceptionnel n'a été comptabilisé au cours de l'exercice 2024.

### 3.12 Impôt sur les bénéfices

#### Principes comptables

La charge d'impôt de l'exercice correspond à l'impôt sur les sociétés exigible au titre de l'exercice, en application du code des impôts applicables en Nouvelle-Calédonie.

Elle comprend également la contribution sociale additionnelle (CSA), la contribution additionnelle à l'impôt sur les sociétés (CAIS) au titre des montants distribués, ainsi que le retraitement effectué en application de la réglementation comptable sur les crédits d'impôts relatifs aux prêts à taux zéro (PTZ).

#### 3.12.1 Détail des impôts sur le résultat 2024

L'impôt sur les sociétés s'analyse ainsi :

en milliers de francs CFP	Exercice 2024	Exercice 2023
<b>Bases imposables aux taux de</b>	<b>30 %</b>	<b>30 %</b>
Au titre du résultat courant	-978 784	1 827 959
<b>Bases imposables</b>	<b>-978 784</b>	<b>1 827 959</b>
Impôt correspondant	0	548 388
+ Contribution Sociale Additionnelle	0	229 194
+ Retraitement comptable des crédits d'impôt sur PTZ	50 655	45 706
- Déductions au titre des crédits d'impôts*	-10 676	-85 159
- Régularisations diverses	0	-232
<b>Impôt comptabilisé</b>	<b>39 979</b>	<b>737 897</b>
<b>TOTAL</b>	<b>39 979</b>	<b>737 897</b>

\*La créance liée au crédit d'impôt PTZ imputée dans le cadre de la liquidation s'élève à 10.676 milliers de francs CFP.

### 3.13 Répartition de l'activité

La Banque Nouvelle Calédonie exerce l'essentiel de ses activités dans le secteur de la Banque Commerciale et Assurance.

L'analyse géographique des indicateurs sectoriels repose par ailleurs sur le lieu d'enregistrement comptable des activités : la Banque de Nouvelle Calédonie réalise ses activités en Nouvelle-Calédonie.

#### Note 4. Informations sur le bilan

Sauf information contraire, les notes explicatives sur les postes du bilan sont présentées nettes d'amortissements et de dépréciations.

Certaines informations relatives au risque de crédit requises par le règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC) sont présentées dans le rapport de gestion des risques.

#### **4.1 Opérations interbancaires**

##### **Principes comptables**

Les créances sur les établissements de crédit recouvrent l'ensemble des créances détenues au titre d'opérations bancaires à l'exception de celles matérialisées par un titre. Elles comprennent les valeurs reçues en pension, quel que soit le support, et les créances se rapportant à des pensions livrées sur titres. Elles sont ventilées entre créances à vue et créances à terme. Les créances sur les établissements de crédit sont inscrites au bilan à leur valeur nominale ou à leur coût d'acquisition pour les rachats de créances, augmentés des intérêts courus non échus et nets des dépréciations constituées au titre du risque de crédit.

Les dettes envers les établissements de crédit sont présentées selon leur durée initiale (à vue ou à terme) et les dettes envers la clientèle sont présentées selon leur nature (comptes d'épargne à régime spécial et autres dépôts de la clientèle). Sont incluses, en fonction de leur contrepartie, les opérations de pension matérialisées par des titres ou des valeurs. Les intérêts courus sont enregistrés en dettes rattachées.

Les garanties reçues sont enregistrées en comptabilité en hors bilan. Elles font l'objet de réévaluations périodiques. La valeur comptable de l'ensemble des garanties prises sur un même crédit est limitée à l'encours de ce crédit.

##### **Créances restructurées**

Les créances restructurées au sens du règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC) sont des créances douteuses qui font l'objet d'une modification des caractéristiques initiales (durée, taux d'intérêt) des contrats afin de permettre aux contreparties de rembourser les encours dus.

Lors de la restructuration, le prêt fait l'objet d'une décote d'un montant égal à l'écart entre l'actualisation des flux contractuels initialement attendus et l'actualisation des flux futurs attendus de capital et d'intérêts issus de la restructuration. Le taux d'actualisation est le taux d'intérêt effectif d'origine pour les prêts à taux fixe ou le dernier taux effectif avant la date de restructuration pour les prêts à taux variable. Le taux effectif correspond au taux contractuel. Cette décote est inscrite, au résultat, en coût du risque et, au bilan, en diminution de l'encours correspondant. Elle est rapportée au compte de résultat, dans la marge d'intérêt, selon un mode actuariel sur la durée du prêt.

Une créance restructurée peut-être reclassée en encours sains lorsque les nouvelles échéances sont respectées. Lorsque la créance ayant fait l'objet d'une première restructuration présente à nouveau une échéance impayée, quelles qu'aient été les conditions de la restructuration, la créance est déclassée en créance douteuse.

##### **Créances douteuses**

Les créances douteuses sont constituées de l'ensemble des encours échus et non échus, garantis ou non, dus par les débiteurs dont un concours au moins présente un risque de crédit avéré, identifié de manière individuelle. Un risque est avéré dès lors qu'il est probable que l'établissement ne percevra pas tout ou partie des sommes dues au titre des engagements souscrits par la contrepartie, nonobstant l'existence de garantie ou de caution.

Nonobstant le règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC), l'identification en encours douteux est effectuée notamment en cas de créances impayées depuis plus de trois mois consécutifs au moins en harmonisation avec les événements de défaut définis à l'article 178 du règlement européen n° 575/2013 du 26 juin 2013 relatif aux exigences prudentielles applicables aux établissements de crédit et les orientations de l'EBA (EBA/GL/2016/07) sur l'application de la définition du défaut et le règlement délégué 2018/1845 de la Banque Centrale Européenne relatif au seuil d'évaluation de l'importance des arriérés sur des obligations de crédit, applicable au plus tard au 31 décembre 2020. La définition des encours en défaut est ainsi précisée par l'introduction d'un seuil relatif et d'un seuil absolu à appliquer aux arriérés de paiement pour identifier les situations de défaut, la clarification des critères de retour en encours sains avec l'imposition d'une période probatoire et l'introduction de critères explicites pour le classement en défaut des crédits restructurés.

Un encours douteux compromis est un encours douteux dont les perspectives de recouvrement sont fortement dégradées et pour lequel un passage en perte à terme est envisagé. Les créances déchues de leur terme, les contrats de crédit-bail résiliés, les concours à durée indéterminée dont la clôture a été notifiée sont présumés devoir être inscrits en douteux compromis. L'existence de garanties couvrant la quasi-totalité des risques et les conditions d'évolution de la créance douteuse doivent être prises en considération pour qualifier un encours douteux de compromis et pour quantifier la dépréciation. Un an après sa classification en encours douteux, un encours douteux est présumé être compromis sauf si le passage en perte à terme n'est pas envisagé. Le classement d'un encours douteux en douteux compromis n'entraîne pas le classement par « contagion » dans cette dernière catégorie des autres encours et engagements douteux relatifs à la contrepartie concernée.

Les intérêts courus et ou échus non perçus sur créances douteuses sont comptabilisés en produits d'exploitation bancaire et dépréciés à due concurrence. Lorsque la créance est qualifiée de compromise, les intérêts courus non encaissés ne sont plus comptabilisés.

Plus généralement, les créances douteuses sont réinscrites en encours sains quand les règlements reprennent de façon régulière pour les montants correspondant aux échéances contractuelles, et lorsque la contrepartie ne présente plus de risque de défaillance.

##### **Opérations de pension**

Les opérations de pension livrée sont comptabilisées conformément aux dispositions du règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC) complété par l'instruction n° 94-07 modifiée de la Commission bancaire.

Les éléments d'actif mis en pension sont maintenus au bilan du cédant, qui enregistre au passif le montant encaissé, représentatif de sa dette à l'égard du cessionnaire. Le cessionnaire enregistre à l'actif le montant versé représentatif de sa créance à l'égard du cédant. Lors des arrêtés comptables, les actifs mis en pension, ainsi que la dette à l'égard du cessionnaire ou la créance sur le cédant, sont évalués selon les règles propres à chacune de ces opérations.

##### **Dépréciation**

Les créances, dont le recouvrement est devenu incertain, donnent lieu à la constitution de dépréciations, inscrites en déduction de l'actif, destinées à couvrir le risque de perte. Les dépréciations sont calculées créance par créance en tenant compte de la valeur actuelle des garanties reçues. Elles sont déterminées selon une fréquence au moins trimestrielle et sur la base de l'analyse du risque et des garanties disponibles. Les dépréciations couvrent au minimum les intérêts non encaissés sur encours douteux.

Les dépréciations pour pertes probables avérées couvrent l'ensemble des pertes prévisionnelles, calculées par différence entre les capitaux restant dus et les flux prévisionnels actualisés selon le taux effectif. Les flux prévisionnels sont déterminés selon les catégories de créances sur la base d'historiques de pertes et/ou à dire d'expert puis sont positionnés dans le temps sur la base d'échéanciers déterminés selon des historiques de recouvrement.

Les dotations et les reprises de dépréciation constatées pour risque de non-recouvrement sont enregistrées en « Coût du risque » à l'exception des dépréciations relatives aux intérêts sur créances douteuses présentées, comme les intérêts ainsi dépréciés, en « Intérêts et produits assimilés ».

La reprise de la dépréciation liée au seul passage du temps est enregistrée en « Intérêts et assimilés ».

La reprise de la dépréciation liée au seul passage du temps est enregistrée en « Coût du risque ».

Quand le risque de crédit est identifié, sur des encours non douteux mais présentant une augmentation significative du risque de crédit depuis leur comptabilisation initiale, il est évalué sur la base des pertes de crédit attendues sur leurs durées de vie résiduelles. Ce risque de crédit est constaté sous forme de provision au passif. Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2018, les modalités d'évaluation de ces encours non douteux sont ainsi alignées avec celles de la norme IFRS 9 de Statut 2 (S2) retenue pour les comptes consolidés.

Les créances irrécouvrables sont inscrites en pertes et les dépréciations correspondantes font l'objet d'une reprise.

## ACTIF

<i>en milliers de francs CFP</i>	<b>31/12/2024</b>	<b>31/12/2023</b>
Comptes ordinaires	21 169 045	10 837 227
<b>Créances à vue</b>	<b>21 169 045</b>	<b>10 837 227</b>
Comptes et prêts à terme	37 425 560	26 712 166
<b>Créances à terme</b>	<b>37 425 560</b>	<b>26 712 166</b>
<b>Créances rattachées</b>	<b>208 034</b>	<b>140 061</b>
<b>TOTAL</b>	<b>58 802 639</b>	<b>37 689 454</b>

Les créances sur opérations avec le réseau se décomposent en 18.526.521 milliers de francs CFP à vue et 37.425.561 milliers de francs CFP à terme.

La centralisation à la Caisse des dépôts et consignations de la collecte du Livret A et du LDD représente 5.923.139 milliers de francs CFP au 31/12/2024 contre 5.571.550 milliers de francs CFP au 31/12/2023, qui sont présentés en déduction du passif en note 4.2.

## PASSIF

<i>en milliers de francs CFP</i>	<b>31/12/2024</b>	<b>31/12/2023</b>
Comptes ordinaires créditeurs	1 229 874	433 456
Autres sommes dues	6 715	10 058
<b>Dettes à vue</b>	<b>1 236 589</b>	<b>443 514</b>
Comptes et emprunts à terme	87 241 268	59 575 845
Valeurs et titres donnés en pension à terme	49 241 105	64 521 400
Dettes rattachées à terme	1 199 994	632 660
<b>Dettes à terme</b>	<b>137 682 367</b>	<b>124 729 905</b>
<b>TOTAL</b>	<b>138 918 956</b>	<b>125 173 419</b>

Les dettes sur opérations avec le réseau se décomposent en 220.703 milliers de francs CFP à vue et 86.663.273 milliers de francs CFP à terme.

## 4.2 Opérations avec la clientèle

### 4.2.1 Opérations avec la clientèle

#### Principes comptables

Les créances sur la clientèle comprennent les concours distribués aux agents économiques autres que les établissements de crédit, à l'exception de ceux matérialisés par un titre, les valeurs reçues en pension et les créances se rapportant à des pensions livrées sur titres. Elles sont ventilées en créances commerciales, comptes ordinaires débiteurs et autres concours à la clientèle. Les crédits à la clientèle émis sont inscrits au bilan à leur valeur nominale ou à leur coût d'acquisition pour les rachats de créances, augmentés des intérêts courus non échus et nets des dépréciations constituées au titre du risque de crédit. Les commissions et coûts marginaux de transaction qui font l'objet d'un étalement sont intégrés à l'encours de crédit concerné.

Les garanties reçues sont enregistrées en comptabilité en hors bilan. Elles font l'objet de réévaluations périodiques. La valeur comptable de l'ensemble des garanties prises sur un même crédit est limitée à l'encours de ce crédit.

#### Prêts garantis par l'Etat

Le prêt garanti par l'Etat (PGE) est un dispositif de soutien mis en place en application de l'article 6 de la loi n°2020-289 du 23 mars 2020 de finances rectificative pour 2020 et de l'arrêté du Ministre de l'Economie et des Finances du 23 mars 2020 accordant la garantie de l'Etat aux établissements de crédit et sociétés de financement à partir du 16 mars 2020 afin de répondre aux besoins de trésorerie des sociétés impactées par la crise sanitaire Covid-19. Le dispositif a été prolongé jusqu'au

30 juin 2022 par la loi n° 2021-1900 du 30 décembre 2021 de finances pour 2022. Le PGE doit répondre aux critères d'éligibilité communs à tous les établissements distribuant ce prêt définis par la loi.

Le PGE est un prêt de trésorerie d'une durée d'un an qui comporte un différé d'amortissement sur cette durée. Les sociétés bénéficiaires pourront décider, à l'issue de la première année, d'amortir le PGE sur une durée d'une à cinq années supplémentaires ou de commencer l'amortissement du capital seulement à partir de la deuxième année de la période d'amortissement en ne réglant que les intérêts et le coût de la garantie de l'Etat.

Pour les sociétés éligibles, le montant du PGE est plafonné, dans le cas général (hors entreprises innovantes et de création récente, et hors PGE Saison pour notre clientèle de Tourisme / Hôtellerie / Restauration par exemple), à 25 % du chiffre d'affaires de la société. Le PGE bénéficie d'une garantie de l'Etat à hauteur de 70 à 90 % selon la taille de l'entreprise, les banques conservant ainsi la part du risque résiduel. La garantie de l'Etat couvre un pourcentage du montant restant dû de la créance (capital, intérêts et accessoires) jusqu'à la échéance de son terme. La garantie de l'Etat pourra être appelée avant la échéance du terme en présence d'un événement de crédit.

La pénalité de remboursement anticipé est fixée au contrat et de manière raisonnable (2 % du capital restant dû pendant la période initiale du prêt, de 3 à 6 % du capital restant dû pendant la période d'amortissement du prêt). Les conditions de prorogation ne sont pas fixées par anticipation mais établies deux à trois mois avant l'échéance de l'option de prorogation, en fonction des conditions de marché.

Les PGE ne peuvent pas être couverts par une autre sûreté ou garantie que celle de l'Etat sauf lorsqu'ils sont octroyés dans le cadre d'un arrêté du Ministre de l'Economie et des Finances. Il est admis que le professionnel ou le dirigeant puisse demander ou se voir proposer, la souscription d'une assurance décès mais passe la faire imposer.

Concernant la garantie de l'Etat, elle est considérée comme faisant partie intégrante des termes du contrat et est prise en compte dans le calcul des dépréciations pour pertes de crédit attendues. La commission de garantie payée à l'octroi du crédit à l'Etat est comptabilisée en résultat de manière étalée sur la durée initiale du PGE selon la méthode du Taux d'Intérêt Effectif (TIE). L'impact est présenté au sein de la marge nette d'intérêt.

#### **Créances restructurées**

Les créances restructurées au sens du règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC) sont des créances douteuses qui font l'objet d'une modification des caractéristiques initiales (durée, taux d'intérêt) des contrats afin de permettre aux contreparties de rembourser les encours dus.

Lors de la restructuration, le prêt fait l'objet d'une décote d'un montant égal à l'écart entre l'actualisation des flux contractuels initialement attendus et l'actualisation des flux futurs attendus de capital et d'intérêts issus de la restructuration. Le taux d'actualisation est le taux d'intérêt effectif d'origine pour les prêts à taux fixe ou le dernier taux effectif avant la date de restructuration pour les prêts à taux variable. Le taux effectif correspond au taux contractuel. Cette décote est inscrite, au résultat, en coût du risque et, au bilan, en diminution de l'encours correspondant. Elle est rapportée au compte de résultat, dans la marge d'intérêt, selon un mode actuariel sur la durée du prêt.

Une créance restructurée peut-être reclassée en encours sains lorsque les nouvelles échéances sont respectées. Lorsque la créance ayant fait l'objet d'une première restructuration présente à nouveau une échéance impayée, quelles qu'aient été les conditions de la restructuration, la créance est déclassée en créance douteuse.

#### **Créances douteuses**

Les créances douteuses sont constituées de l'ensemble des encours échus et non échus, garantis ou non, dus par les débiteurs dont un concours au moins présente un risque de crédit avéré, identifié de manière individuelle. Un risque est avéré dès lors qu'il est probable que l'établissement ne percevra pas tout ou partie des sommes dues au titre des engagements souscrits par la contrepartie, nonobstant l'existence de garantie ou de caution.

Nonobstant le règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC), l'identification en encours douteux est effectuée notamment en cas de créances impayées depuis plus de trois mois consécutifs au moins en harmonisation avec les événements de défaut définis à l'article 178 du règlement européen n° 575/2013 du 26 juin 2013 relatif aux exigences prudentielles applicables aux établissements de crédit et les orientations de l'EBA (EBA/GL/2016/07) sur l'application de la définition du défaut et le règlement délégué 2018/1845 de la Banque Centrale Européenne relatif au seuil d'évaluation de l'importance des arriérés sur des obligations de crédit, applicable au plus tard au 31 décembre 2020. La définition des encours en défaut est ainsi précisée par l'introduction d'un seuil relatif et d'un seuil absolu à appliquer aux arriérés de paiement pour identifier les situations de défaut, la clarification des critères de retour en encours sains avec l'imposition d'une période probatoire et l'introduction de critères explicites pour le classement en défaut des crédits restructurés.

Un encours douteux compromis est un encours douteux dont les perspectives de recouvrement sont fortement dégradées et pour lequel un passage en perte à terme est envisagé. Les créances déchues de leur terme, les contrats de crédit-bail résiliés, les concours à durée indéterminée dont la clôture a été notifiée sont présumés devoir être inscrits en douteux compromis. L'existence de garanties couvrant la quasi-totalité des risques et les conditions d'évolution de la créance douteuse doivent être prises en considération pour qualifier un encours douteux de compromis et pour quantifier la dépréciation. Un an après sa classification en encours douteux, un encours douteux est présumé être compromis sauf si le passage en perte à terme n'est pas envisagé. Le classement d'un encours douteux en douteux compromis n'entraîne pas le classement par « contagion » dans cette dernière catégorie des autres encours et engagements douteux relatifs à la contrepartie concernée.

Les intérêts courus et ou échus non perçus sur créances douteuses sont comptabilisés en produits d'exploitation bancaire et dépréciés à due concurrence. Lorsque la créance est qualifiée de compromise, les intérêts courus non encaissés ne sont plus comptabilisés.

Plus généralement, les créances douteuses sont réinscrites en encours sains quand les règlements reprennent de façon régulière pour les montants correspondant aux échéances contractuelles, et lorsque la contrepartie ne présente plus de risque de défaillance.

### Opérations de pension

Les opérations de pension livrée sont comptabilisées conformément aux dispositions du règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC) complété par l'instruction n° 94-07 modifiée de la Commission bancaire.

Les éléments d'actif mis en pension sont maintenus au bilan du cédant, qui enregistre au passif le montant encaissé, représentatif de sa dette à l'égard du cessionnaire. Le cessionnaire enregistre à l'actif le montant versé représentatif de sa créance à l'égard du cédant. Lors des arrêtés comptables, les actifs mis en pension, ainsi que la dette à l'égard du cessionnaire ou la créance sur le cédant, sont évalués selon les règles propres à chacune de ces opérations.

### Dépréciation

Les créances, dont le recouvrement est devenu incertain, donnent lieu à la constitution de dépréciations, inscrites en déduction de l'actif, destinées à couvrir le risque de perte. Les dépréciations sont calculées créance par créance en tenant compte de la valeur actuelle des garanties reçues et des coûts de prise de possession et de vente des biens affectés en garantie. Elles sont déterminées selon une fréquence au moins trimestrielle et sur la base de l'analyse du risque et des garanties disponibles. Les dépréciations couvrent au minimum les intérêts non encaissés sur encours douteux.

Les dépréciations pour pertes probables avérées couvrent l'ensemble des pertes prévisionnelles, calculées par différence entre les capitaux restant dus et les flux prévisionnels actualisés selon le taux effectif. Les flux prévisionnels sont déterminés selon les catégories de créances sur la base d'historiques de pertes et/ou à dire d'expert puis sont positionnés dans le temps sur la base d'échéanciers déterminés selon des historiques de recouvrement.

Les dotations et les reprises de dépréciation constatées pour risque de non-recouvrement sont enregistrées en « Coût du risque » à l'exception des dépréciations relatives aux intérêts sur créances douteuses présentées, comme les intérêts ainsi dépréciés, en « Intérêts et produits assimilés ».

La reprise de la dépréciation liée au seul passage du temps est enregistrée en « Intérêts et assimilés ».

La reprise de la dépréciation liée au seul passage du temps est enregistrée en « Coût du risque ».

Quand le risque de crédit est identifié, sur des encours non douteux mais présentant une augmentation significative du risque de crédit depuis leur comptabilisation initiale, il est évalué sur la base des pertes de crédit attendues sur leurs durées de vie résiduelles. Ce risque de crédit est constaté sous forme de provision au passif. Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2018, les modalités d'évaluation de ces encours non douteux sont ainsi alignées avec celles de la norme IFRS 9 de Statut 2 (S2) retenue pour les comptes consolidés.

Les créances irrécouvrables sont inscrites en pertes et les dépréciations correspondantes font l'objet d'une reprise.

<b>Actif</b> en milliers de francs CFP	<b>31/12/2024</b>	<b>31/12/2023</b>
<b>Comptes ordinaires débiteurs</b>	<b>11 344 843</b>	<b>8 033 748</b>
<b>Créances commerciales</b>	<b>124 744</b>	<b>477 307</b>
Crédits de trésorerie et de consommation	40 358 057	41 995 142
Crédits à l'équipement	68 771 008	71 320 684
Crédits à l'habitat	115 888 436	119 868 983
Autres crédits à la clientèle	7 123 317	8 041 076
Autres	178 114	107 469
<b>Autres concours à la clientèle</b>	<b>232 318 932</b>	<b>241 333 354</b>
<b>Créances rattachées</b>	<b>785 941</b>	<b>540 158</b>
<b>Créances douteuses</b>	<b>14 528 646</b>	<b>11 152 008</b>
<b>Dépréciations des créances sur la clientèle</b>	<b>-7 525 599</b>	<b>-5 929 517</b>
<b>TOTAL</b>	<b>251 577 507</b>	<b>255 607 058</b>

*Dont créances restructurées*

6 983

776 774

*Dont créances restructurées reclassées en encours sains*

23 772

20 733

Les créances sur la clientèle éligibles au refinancement de l'Institut d'Emission d'Outre-Mer de Nouvelle-Calédonie se montent à 49.241.105 milliers de francs CFP.

Les Prêts Garantis par l'Etat (PGE) s'élèvent à 3 395 473 milliers de francs CFP au 31 décembre 2024 contre 5.096.947 milliers de francs CFP au 31 décembre 2023.

<b>Passif</b> en milliers de francs CFP	<b>31/12/2024</b>	<b>31/12/2023</b>
<b>Comptes d'épargne à régime spécial</b>	<b>24 395 519</b>	<b>27 305 798</b>
Livret A	10 672 869	10 377 489
PEL / CEL	1 936 761	2 124 422
Autres comptes d'épargne à régime spécial *	11 785 889	14 803 887
<b>Créance sur le fonds d'épargne</b>	<b>-6 096 887</b>	<b>-5 724 338</b>
<b>Autres comptes et emprunts auprès de la clientèle (1)</b>	<b>141 561 333</b>	<b>143 072 509</b>
<b>Autres sommes dues</b>	<b>303 805</b>	<b>228 956</b>
<b>Dettes rattachées</b>	<b>962 942</b>	<b>973 902</b>

<b>TOTAL</b>	<b>161 126 712</b>	<b>165 856 827</b>
--------------	--------------------	--------------------

\* Les autres comptes d'épargne à régime spécial comprennent notamment les livrets ordinaires pour 11.486.331 milliers de francs CFP.

**(1) Détail des comptes et emprunts auprès de la clientèle**

en milliers de francs CFP	31/12/2024			31/12/2023		
	À vue	À terme	Total	À vue	À terme	Total
Comptes ordinaires créditeurs	90 245 378	0	90 245 378	88 204 287	0	88 204 287
Autres comptes et emprunts		51 315 955	51 315 955		54 868 222	54 868 222
<b>TOTAL</b>	<b>90 245 378</b>	<b>51 315 955</b>	<b>141 561 333</b>	<b>88 204 287</b>	<b>54 868 222</b>	<b>143 072 509</b>

**4.2.2 Répartition des encours de crédit par agent économique**

en milliers de francs CFP	Créances saines	Créances douteuses		Dont créances douteuses compromises	
	Brut	Brut	Dépréciation individuelle	Brut	Dépréciation individuelle
Sociétés non financières	105 488 122	10 574 591	-6 444 699	8 604 360	-5 757 935
Entrepreneurs individuels	432 935	105 908	-52 682	52 980	-32 958
Particuliers	116 987 065	3 499 330	-938 566	1 206 633	-518 673
Administrations privées	2 389 611	47	-47	2	-2
Administrations publiques et sécurité sociale	15 594 147	348 770	-89 605	348 363	-89 605
Autres	3 682 580	0	0	0	0
<b>TOTAL AU 31 DÉCEMBRE 2024</b>	<b>244 574 460</b>	<b>14 528 646</b>	<b>-7 525 599</b>	<b>10 212 338</b>	<b>-6 399 172</b>
<b>TOTAL AU 31 DÉCEMBRE 2023</b>	<b>250 384 567</b>	<b>11 152 008</b>	<b>-5 929 517</b>	<b>9 498 348</b>	<b>-5 257 253</b>

**4.3 Effets publics, obligations, actions, autres titres à revenu fixe et variable**

**4.3.1 Portefeuille titres**

**Principes comptables**

Le terme « titres » recouvre les titres du marché interbancaire, les bons du Trésor et les autres titres de créances négociables, les obligations et les autres valeurs mobilières dites à revenu fixe (c'est-à-dire à rendement non aléatoire), les actions et les autres titres à revenu variable.

Les opérations sur titres sont régies au plan comptable par le règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC) qui définit les règles générales de comptabilisation et de valorisation des titres ainsi que les règles relatives à des opérations particulières de cession comme les cessions temporaires de titres.

Les titres sont classés dans les catégories suivantes : titres de participation et parts dans les entreprises liées, autres titres détenus à long terme, titres d'investissement, titres de l'activité de portefeuille, titres de placement et titres de transaction.

Pour les titres de transaction, de placement, d'investissement ainsi que de l'activité de portefeuille, les risques de défaillance avérés de la contrepartie dont les impacts peuvent être isolés font l'objet de dépréciations. Les mouvements de dépréciations sont inscrits en coût du risque.

Lors d'une opération de prêt de titres, les titres prêtés cessent de figurer au bilan et une créance représentative de la valeur comptable des titres prêtés est constatée à l'actif.

Lors d'une opération d'emprunt de titres, les titres empruntés sont enregistrés dans la catégorie des titres de transaction en contrepartie d'un passif correspondant à la dette de titres à l'égard du prêteur pour un montant égal au prix de marché des titres empruntés du jour de l'emprunt. Les titres empruntés sont présentés au bilan en déduction de la dette représentative de la valeur des titres empruntés.

**Titres de transaction**

Il s'agit des titres acquis ou vendus avec l'intention de les revendre ou de les racheter à court terme. Pour être éligible dans cette catégorie, les titres doivent, à la date de comptabilisation initiale, être négociables sur un marché actif et les prix du marché doivent être accessibles et représentatifs de transactions réelles intervenant régulièrement sur le marché dans des conditions de concurrence normale. Il peut s'agir de titres à revenu fixe ou de titres à revenu variable.

Les titres de transaction sont enregistrés pour leur prix d'acquisition frais exclus, en incluant le cas échéant les intérêts courus. En cas de vente à découvert, la dette est inscrite au passif pour le prix de vente des titres, frais exclus.

A la clôture, ils sont évalués au prix de marché du jour le plus récent : le solde global des différences résultant des variations de cours est porté au compte de résultat. Pour les parts d'OPCVM et de FCP, les valeurs de marché correspondent aux valeurs liquidatives disponibles dans le contexte de marché en vigueur à la date d'arrêt.

Les titres enregistrés parmi les titres de transaction ne peuvent, sauf situations exceptionnelles de marché nécessitant un changement de stratégie ou en cas de disparition d'un marché actif pour les titres à revenu fixe, être transférés vers une autre catégorie comptable, et continuent à suivre les règles de présentation et de valorisation des titres de transaction jusqu'à leur sortie de bilan par cession, remboursement intégral, ou passage en pertes.

**Titres de placement**

Sont considérés comme des titres de placement, les titres qui ne sont inscrits dans aucune autre catégorie.

Les titres de placement sont enregistrés pour leur prix d'acquisition frais exclus.

Le cas échéant, pour les titres à revenu fixe, les intérêts courus sont constatés dans des comptes rattachés en contrepartie du compte de résultat au poste « Intérêts et produits assimilés ».

La différence éventuelle entre le prix d'acquisition et la valeur de remboursement (prime ou décote) des titres à revenu fixe est rapportée au compte de résultat sur la durée résiduelle du titre en utilisant la méthode actuarielle.

Les titres de placement sont évalués au plus bas de leur prix d'acquisition ou de leur prix de marché. Pour les parts d'OPCVM et de FCP, les valeurs de marché correspondent aux valeurs liquidatives disponibles dans le contexte de marché en vigueur à la date d'arrêté.

Les moins-values latentes font l'objet d'une dépréciation qui peut être appréciée par ensembles homogènes de titres, sans compensation avec les plus-values constatées sur les autres catégories de titres.

Les gains, provenant des éventuels instruments de couverture, au sens de l'article 2514-1 du règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC), sont pris en compte pour le calcul des dépréciations. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées.

Les plus et moins-values de cession réalisées sur les titres de placement, ainsi que les dotations et reprises de dépréciations sont enregistrées dans la rubrique « Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés ».

**Titres d'investissement**

Ce sont des titres à revenu fixe assortis d'une échéance fixe qui ont été acquis ou reclassés de la catégorie « Titres de transaction » ou de la catégorie « Titres de placement » avec l'intention manifeste et la capacité de les détenir jusqu'à l'échéance. Les titres ne doivent pas être soumis à une contrainte existante, juridique ou autre, qui serait susceptible de remettre en cause l'intention de détention jusqu'à l'échéance des titres. Le classement en titres d'investissement ne fait pas obstacle à leur désignation comme éléments couverts contre le risque de taux d'intérêt.

Les titres d'investissement sont enregistrés pour leur prix d'acquisition, frais exclus. Lorsqu'ils proviennent du portefeuille de placement, ils sont inscrits à leur prix d'acquisition et les dépréciations antérieurement constituées sont reprises sur la durée de vie résiduelle des titres concernés.

L'écart entre le prix d'acquisition et la valeur de remboursement des titres, ainsi que les intérêts courus attachés à ces derniers, sont enregistrés selon les mêmes règles que celles applicables aux titres de placement à revenu fixe.

Ils peuvent faire l'objet d'une dépréciation s'il existe une forte probabilité que l'émetteur ne conserve pas les titres jusqu'à l'échéance en raison de circonstances nouvelles, ou s'il existe des risques de défaillance de l'émetteur des titres. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées.

Les titres d'investissement ne peuvent pas, sauf exceptions, faire l'objet de vente ou de transfert dans une autre catégorie de titres.

Les titres de transaction ou de placement à revenu fixe, reclassés vers la catégorie titres d'investissement, dans le cadre de l'illiquidité des marchés, par application des dispositions du règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC), peuvent toutefois être cédés lorsque le marché sur lequel ils sont échangés redevient actif.

**Titres de l'activité de portefeuille**

L'activité de portefeuille consiste à investir avec pour objectif d'en retirer un gain en capital à moyen terme, sans intention d'investir durablement dans le développement du fonds de commerce de l'entreprise émettrice, ni de participer activement à sa gestion opérationnelle. Il ne peut s'agir en principe que de titres à revenu variable. Cette activité doit être exercée de manière significative et permanente dans un cadre structuré procurant une rentabilité récurrente provenant principalement des plus-values de cession réalisées.

Les titres de l'activité de portefeuille sont enregistrés pour leur prix d'acquisition, frais exclus.

A la clôture de l'exercice, ils figurent au bilan au plus bas de leur coût historique ou de leur valeur d'utilité. Les moins-values latentes font obligatoirement l'objet d'une dépréciation sans compensation avec les plus-values latentes. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées.

Les titres enregistrés parmi les titres de l'activité de portefeuille ne peuvent être transférés vers une autre catégorie comptable.

**Effets publics, obligations et autres titres à revenu fixe**

La Banque de Nouvelle Calédonie ne détient pas d'effets publics, d'obligations et autres titres à revenus fixes.

**Actions et autres titres à revenu variable**

en milliers de francs CFP	31/12/2024		31/12/2023	
	Placement	Total	Placement	Total
Titres non cotés	443	443	443	443
<b>TOTAL</b>	<b>443</b>	<b>443</b>	<b>443</b>	<b>443</b>

Conformément au règlement ANC n° 2020-10 qui modifie la présentation des emprunts de titres et de l'épargne réglementée. La Banque de Nouvelle Calédonie n'est concernée par ces opérations ni au 31/12/23, ni 31/12/24.

#### 4.3.2 Evolution des titres d'investissement

La Banque de Nouvelle Calédonie ne détient pas de titres d'investissement.

#### 4.3.3 Reclassement d'actifs

##### Principes comptables

Dans un souci d'harmonisation et de cohérence avec les normes IFRS, le règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC) reprend les dispositions de l'avis n° 2008-19 du 8 décembre 2008 relatif aux transferts de titres hors de la catégorie « Titres de transaction » et hors de la catégorie « Titres de placement ».

Le reclassement hors de la catégorie « Titres de transaction », vers les catégories « Titres d'investissement » et « Titres de placement » est possible dans les deux cas suivants :

- dans des situations exceptionnelles de marché nécessitant un changement de stratégie ;
- lorsque des titres à revenu fixe ne sont plus, postérieurement à leur acquisition, négociables sur un marché actif et si l'établissement a l'intention et la capacité de les détenir dans un avenir prévisible ou jusqu'à leur échéance.

Le transfert de la catégorie « Titres de placement » vers la catégorie « Titres d'investissement » est applicable à la date de transfert dans l'une ou l'autre des conditions suivantes :

- dans des situations exceptionnelles de marché nécessitant un changement de stratégie ;
- lorsque les titres à revenu fixe ne sont plus négociables sur un marché actif.

Le règlement autorise les établissements à céder tout ou partie des titres reclassés dans la catégorie des « titres d'investissement » dès lors que sont vérifiées les deux conditions suivantes :

- le reclassement a été motivé par une situation exceptionnelle nécessitant un changement de stratégie ;
- le marché est redevenu actif pour ces titres.

Par ailleurs, un reclassement du portefeuille de titres de placement vers le portefeuille de titres d'investissement demeure possible sauf exception sur simple changement d'intention, si au jour du transfert, tous les critères du portefeuille d'investissement sont remplis. Dans ce cas, la cession de ces titres n'est autorisée que dans des cas très limités.

L'établissement n'a pas opéré de reclassements d'actif.

#### 4.4 Participations, parts dans les entreprises liées, autres titres détenus à long terme

##### Principes comptables

##### Titres de participation et parts dans les entreprises liées

Relèvent de cette catégorie les titres dont la possession durable est estimée utile à l'activité de l'entreprise car elle permet notamment d'exercer une influence notable sur les organes d'administration des sociétés émettrices ou d'en assurer le contrôle. Les titres de participation et parts dans les entreprises liées sont enregistrés pour leur prix d'acquisition frais inclus si les montants sont significatifs.

A la clôture de l'exercice, ils sont individuellement évalués au plus bas de leur valeur d'acquisition ou de leur valeur d'utilité. La valeur d'utilité est appréciée notamment au regard de critères tels que le caractère stratégique, la volonté de soutien ou de conservation, le cours de bourse et des transactions récentes, l'actif net comptable, l'actif net réévalué, des éléments prévisionnels. Les moins-values latentes, calculées par lignes de titres, font l'objet d'une dépréciation sans compensation avec les plus-values latentes constatées. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées.

Les titres enregistrés parmi les titres de participation et parts dans les entreprises liées ne peuvent être transférés vers une autre catégorie comptable.

##### Autres titres détenus à long terme

Ce sont des titres acquis afin de favoriser le développement de relations professionnelles durables en créant un lien privilégié avec l'entreprise émettrice mais sans influence dans la gestion de l'entreprise dont les titres sont détenus en raison du faible pourcentage des droits de vote qu'ils représentent.

Les autres titres détenus à long terme sont enregistrés pour leur prix d'acquisition, frais exclus.

Ils figurent au bilan au plus bas de leur coût historique ou de leur valeur d'utilité. Cette dernière, pour les titres cotés ou non, correspond à ce que l'entreprise accepterait de décaisser pour obtenir ces titres si elle avait à les acquérir compte tenu de son objectif de détention. Les moins-values latentes font obligatoirement l'objet d'une dépréciation. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées.

Les titres enregistrés parmi les autres titres détenus à long terme ne peuvent être transférés vers une autre catégorie comptable.

#### 4.4.1 Evolution des participations, parts dans les entreprises liées et autres titres détenus à long terme

<i>en milliers de francs CFP</i>	31/12/2023	Augmentation	Diminution	31/12/2024
Participations et autres titres détenus à long terme	2 384 347	161 551	100 505	2 445 394
Parts dans les entreprises liées	192 348	0	0	192 348
<b>Valeurs brutes</b>	<b>2 576 695</b>	<b>161 551</b>	<b>100 505</b>	<b>2 637 742</b>
Participations et autres titres à long terme	-1 238 291	-230 897	-80 074	-1 389 115
<b>Dépréciations</b>	<b>-1 238 291</b>	<b>-230 897</b>	<b>-80 074</b>	<b>-1 389 115</b>
<b>TOTAL</b>	<b>1 338 404</b>	<b>-69 346</b>	<b>20 431</b>	<b>1 248 627</b>



Tout comme au 31 décembre 2023, la Banque de Nouvelle Calédonie ne détient au 31 décembre 2024 pas de parts de sociétés civiles immobilières parmi les immobilisations financières.

Les autres titres détenus à long terme incluent notamment les certificats d'associés et d'association au fonds de garantie des dépôts (141.728 milliers de francs CFP).

Les augmentations et diminutions de titres sont essentiellement dues aux opérations de défiscalisation.

4.4.2 Tableau des filiales et participations

Filiales et participations	Capital 31/12/2024	Capitaux propres autres que le capital y compris FRBG le cas échéant 31/12/2024	Quote-part du capital détenue (en ) 31/12/2024	Valeur comptable des titres détenus au 31/12/2024		Prêts et avances consentis par la société et non encore remboursés et TSDI en 2024	CA HT ou PNB du dernier exercice écoulé 31/12/2024	Résultats (bénéfice ou perte du dernier exercice clos) 31/12/2024
				Brute	Nette			
A. Renseignements détaillés sur chaque titre dont la valeur brute excède 1 % du capital de la société astreinte à la publication								
1. Filiales (détenues à + de 50%)								
Société Havraise Calédonienne	28 000	534 689	92,72 %	192 348	192 348	207 319	146 874	64 224
B. Renseignements globaux sur les autres titres dont la valeur brute n'excède pas un 1 % du capital de la société astreinte à la publication								
Certificats d'associations				95	95			
Certificats d'associés				141 633	141 633			
Participations dans les sociétés françaises				223 604	220 111	694 400		

4.4.3 Entreprises dont l'établissement est associé indéfiniment responsable

La Banque de Nouvelle Calédonie n'est associée indéfiniment responsable dans aucune structure.

4.4.4 Opérations avec les entreprises liées

	31/12/2024			31/12/2023
	Etablissements de crédit	Autres entreprises	Total	Total
<i>en milliers de francs CFP</i>				
Créances	56 624 556	669 493	57 294 049	38 096 821
Dettes	88 317 801	186 600	88 504 401	60 648 344

4.5 Immobilisations incorporelles et corporelles

Les règles de comptabilisation des immobilisations sont définies par le règlement n° 2014-03 de l'Autorité des normes comptables (ANC) modifié notamment par le règlement ANC n° 2023-05 du 10 novembre 2023 sur les solutions informatiques.

4.5.1 Immobilisations incorporelles

Principes comptables :

Une immobilisation incorporelle est un actif non monétaire sans substance physique. Les immobilisations incorporelles sont inscrites pour leur coût d'acquisition qui comprend le prix d'achat et les frais accessoires. Elles sont amorties selon leur durée probable d'utilisation.

Les solutions informatiques acquises sont amorties sur une durée maximum 5 ans.

Les fonds de commerce ne sont pas amortis mais font l'objet, le cas échéant, de dépréciations.

Les droits au bail sont amortis de manière linéaire, sur la durée de vie résiduelle du bail et font l'objet de dépréciations si nécessaire par rapport à la valeur de marché.

	31/12/2023	Augmentation	Diminution	31/12/2024
<i>en milliers de francs CFP</i>				
Droits au bail et fonds commerciaux	1 377 753	0	0	1 377 753
Logiciels	586 152	18 415	-13 987	590 580
Valeurs brutes	1 963 905	18 415	-13 987	1 968 333
Droits au bail et fonds commerciaux	-749 818	0	0	-749 818
Logiciels	-533 023	-22 269	13 983	-541 310
Dépréciations	-621 935	0	0	-621 935
Amortissements et dépréciations	-1 904 776	-22 269	13 983	-1 913 063
TOTAL VALEURS NETTES	59 129	-3 854	-4	55 270

4.5.2 Immobilisations corporelles

Principes comptables

Une immobilisation corporelle est un actif physique détenu, soit pour être utilisé dans la production ou la fourniture de biens ou de services, soit pour être loué à des tiers, soit à des fins de gestion interne et dont l'entité attend qu'il soit utilisé au-delà de l'exercice en cours.

Les constructions étant des actifs composés de plusieurs éléments ayant des utilisations différentes dès l'origine, chaque élément est comptabilisé séparément à sa valeur d'acquisition et un plan d'amortissement propre à chacun des composants est retenu.

Le montant amortissable est la valeur brute sous déduction de la valeur résiduelle lorsque cette dernière est mesurable, significative et durable. Les principaux composants des constructions sont amortis selon la durée de consommation des avantages économiques attendus, soit en général la durée de vie du bien :

Postes	Durée
Murs, fondations, charpentes et cloisons fixes	20 à 50 ans
Toitures	25 ans
Ascenseurs	15 ans
Installations de chauffage ou de climatisation	10 ans
Éléments de signalétique et façade	5 à 10 ans
Ouvrants (portes et fenêtres)	20 ans
Clôtures	10 ans
Matériel de sécurité	5 à 7 ans
Câblages	10 ans
Autres agencements et installations des constructions	10 ans

Les autres immobilisations corporelles sont inscrites à leur coût d'acquisition, à leur coût de production ou à leur coût réévalué. Le coût des immobilisations libellé en devises est converti en euros au cours du jour de l'opération. Les biens sont amortis selon la durée de consommation des avantages économiques attendus, soit en général la durée de vie du bien.

Le cas échéant, les immobilisations peuvent faire l'objet d'une dépréciation.

Les immeubles de placement constituent des immobilisations hors exploitation et sont comptabilisés suivant la méthode des composants.

<i>en milliers de francs CFP</i>	31/12/2023	Augmentation	Diminution	Autres mouvements	31/12/2024
Terrains	27 020	0	0	0	27 020
Constructions	492 211	2 030	0	15 126	509 367
Autres	2 929 558	148 910	-396 105	-15 126	2 667 238
<b>Immobilisations corporelles d'exploitation</b>	<b>3 448 789</b>	<b>150 940</b>	<b>-396 105</b>	<b>0</b>	<b>3 203 624</b>
<b>Immobilisations hors exploitation</b>	<b>521</b>	<b>480</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>1 001</b>
<b>Valeurs brutes</b>	<b>3 449 310</b>	<b>151 420</b>	<b>-396 105</b>	<b>0</b>	<b>3 204 625</b>
Terrains	0	0	0	0	0
Constructions	-392 193	-11 972	0	0	-404 165
Autres	-2 166 702	-162 422	337 998	0	-1 991 126
<b>Immobilisations corporelles d'exploitation</b>	<b>-2 558 895</b>	<b>-174 394</b>	<b>337 998</b>	<b>0</b>	<b>-2 395 291</b>
<b>Immobilisations hors exploitation</b>	<b>-86</b>	<b>-153</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>-239</b>
<b>Amortissements et dépréciations</b>	<b>-2 558 980</b>	<b>-174 547</b>	<b>337 998</b>	<b>0</b>	<b>-2 395 530</b>
<b>TOTAL VALEURS NETTES</b>	<b>890 330</b>	<b>-23 127</b>	<b>-58 107</b>	<b>0</b>	<b>809 095</b>

#### 4.6 Autres actifs et autres passifs

<i>en milliers de francs CFP</i>	31/12/2024		31/12/2023	
	Actif	Passif	Actif	Passif
Créances et dettes sociales et fiscales	745 732	236 600	285 095	264 537
Dépôts de garantie versés et reçus (1)	1 257 258	0	654 565	0
Autres débiteurs divers, autres créditeurs divers	112 716	51 438	162 069	47 033
<b>TOTAL</b>	<b>2 115 706</b>	<b>288 038</b>	<b>1 101 729</b>	<b>311 570</b>

(1) Dont notamment des créances sur opérations faites en commun avec le GIE T2S Pacifique pour 1.116 millions de francs CFP pour l'exercice 2024, contre 515 millions de francs CFP pour l'exercice 2023.

Conformément au règlement ANC n° 2020-10, le montant de la dette sur titres empruntés est diminué de la valeur des titres identiques classés par l'établissement parmi les titres de transaction et à concurrence du montant de la dette. Voir note 4.3.1.

#### 4.7 Comptes de régularisation

<i>en milliers de francs CFP</i>	<b>31/12/2024</b>		<b>31/12/2023</b>	
	<b>Actif</b>	<b>Passif</b>	<b>Actif</b>	<b>Passif</b>
Engagements sur devises	-2 011	0	144	0
Charges et produits constatés d'avance	197 608	538 941	244 930	637 939
Produits à recevoir/Charges à payer (1)	90 031	1 849 772	100 345	1 487 570
Valeurs à l'encaissement	951 348	1 962 893	1 044 209	1 980 301
Autres (2)	574 150	1 725 867	760 261	2 181 845
<b>TOTAL</b>	<b>1 811 126</b>	<b>6 077 473</b>	<b>2 149 889</b>	<b>6 287 655</b>

(1) Dont notamment pour les produits à recevoir (à l'actif) : 24.175 milliers de francs CFP d'opérations non bancaires ; et pour les charges à payer (au passif) : 558.338 milliers de francs CFP concerne la rémunération du personnel, et 1.207.909 milliers de francs CFP concerne les services extérieurs.

(2) Dont notamment au passif : 1.530.131 milliers de francs CFP au 31/12/24 qui correspondaient aux échéances de prêts aux collectivités en attente de règlement.

#### 4.8 Provisions

##### Principes comptables

Ce poste recouvre les provisions destinées à couvrir des risques et des charges directement liés ou non liés à des opérations bancaires au sens de l'article L311-1 du Code monétaire et financier et des opérations connexes définies à l'article L311-2 de ce même code, nettement précisées quant à leur objet, et dont le montant ou l'échéance ne peuvent être fixés de façon précise. A moins d'être couverte par un texte spécifique ou de relever des opérations bancaires ou connexes, la constitution de telles provisions est subordonnée à l'existence d'une obligation envers un tiers à la clôture et à l'absence de contrepartie équivalente attendue de ce tiers, conformément aux dispositions du règlement n° 2014-03 de l'Autorité des normes comptables (ANC).

Il comprend notamment une provision pour engagements sociaux et une provision pour risques de contrepartie.

##### Engagements sociaux

Les avantages versés au personnel sont comptabilisés en application de la recommandation n° 2013-R-02 de l'Autorité des normes comptables. Ils sont classés en 4 catégories :

##### • Avantages à court terme

Les avantages à court terme recouvrent principalement les salaires, congés annuels, intéressement, participation, primes payés dans les douze mois de la clôture de l'exercice et se rattachant à cet exercice. Ils sont comptabilisés en charge de l'exercice, y compris pour les montants restants dus à la clôture.

S'agissant des droits à congés payés, et faisant suite à l'arrêt de la Cour de cassation 13 septembre 2023, il est à noter que l'article 37 de la loi du 22 avril 2024 définit désormais les modalités d'adaptation du Code du travail français avec le droit européen. Ces amendements concernent notamment la période de référence à retenir, les possibilités de report de droits à congés payés, la période de rétroactivité applicable à ces dispositions, et enfin le nombre de jours de congés auxquels le salarié a droit en cas d'accident ou maladie d'origine professionnelle ou non professionnelle. Le Groupe BPCE a provisionné l'impact correspondant dans ses comptes au 31 décembre 2024.

##### • Avantages à long terme

Les avantages à long terme sont des avantages généralement liés à l'ancienneté, versés à des salariés en activité et payés au-delà de douze mois de la clôture de l'exercice ; il s'agit en particulier des primes pour médaille du travail. Ces engagements font l'objet d'une provision correspondant à la valeur des engagements à la clôture.

Ces derniers sont évalués selon une méthode actuarielle tenant compte d'hypothèses démographiques et financières telles que l'âge, l'ancienneté, la probabilité de présence à la date d'attribution de l'avantage et le taux d'actualisation. Ce calcul opère une répartition de la charge dans le temps en fonction de la période d'activité des membres du personnel (méthode des unités de crédits projetées).

##### • Indemnités de fin de contrat de travail

Il s'agit des indemnités accordées aux salariés lors de la résiliation de leur contrat de travail avant le départ en retraite, que ce soit en cas de licenciement ou d'acceptation d'un plan de départ volontaire. Les indemnités de fin de contrat de travail font l'objet d'une provision. Celles qui sont versées plus de douze mois après la date de clôture donnent lieu à actualisation.

##### • Avantages postérieurs à l'emploi

Les avantages au personnel postérieurs à l'emploi recouvrent les indemnités de départ en retraite, les retraites et avantages aux retraités.

Ces avantages peuvent être classés en deux catégories : les régimes à cotisations définies (non représentatifs d'un engagement à provisionner pour l'entreprise) et les régimes à prestations définies (représentatifs d'un engagement à la charge de l'entreprise et donnant lieu à évaluation et provisionnement).

Les engagements sociaux qui ne sont pas couverts par des cotisations passées en charge et versées à des fonds de retraite ou d'assurance sont provisionnés au passif du bilan.

La méthode d'évaluation utilisée est identique à celle décrite pour les avantages à long terme.

La comptabilisation des engagements tient compte de la valeur des actifs constitués en couverture des engagements et des éléments actuariels non-reconnus.

Les écarts actuariels des avantages postérieurs à l'emploi, représentatifs des différences liées aux hypothèses de calcul (départs anticipés, taux d'actualisation, etc.) ou constatées entre les hypothèses actuarielles et les calculs réels (rendement des actifs de couverture, etc.) sont amortis selon la règle dite du corridor, c'est-à-dire pour la partie qui excède une variation de plus ou moins 10 % des engagements ou des actifs.

La charge annuelle au titre des régimes à prestations définies comprend le coût des services rendus de l'année, le coût financier net lié à l'actualisation des engagements nets des actifs de couverture, et le coût des services passés et éventuellement l'amortissement des éléments non reconnus que sont les écarts actuariels.

#### Provisions épargne logement

Les comptes épargne logement (CEL) et les plans épargne logement (PEL) sont des produits d'épargne proposés aux particuliers dont les caractéristiques sont définies par la loi de 1965 sur l'épargne logement et les décrets pris en application de cette loi.

Le régime d'épargne logement génère des engagements de deux natures pour les établissements qui commercialisent ces produits :

- L'engagement de devoir, dans le futur, accorder à la clientèle des crédits à un taux déterminé fixé à l'ouverture du contrat pour les PEL ou à un taux fonction de la phase d'épargne pour les contrats CEL ;
- L'engagement de devoir rémunérer l'épargne dans le futur à un taux fixé à l'ouverture du contrat pour une durée indéterminée pour les PEL ou à un taux fixé chaque semestre en fonction d'une formule d'indexation fixée par la loi pour les contrats de CEL.

Les engagements présentant des conséquences potentiellement défavorables sont évalués pour chacune des générations de plans d'épargne logement d'une part et pour l'ensemble des comptes épargne logement d'autre part.

Les risques attachés à ces engagements sont couverts par une provision dont le montant est déterminé par l'actualisation des résultats futurs dégagés sur les encours en risques :

- L'encours d'épargne en risque correspond au niveau d'épargne futur incertain des plans existant à la date de calcul de la provision. Il est estimé statistiquement en tenant compte du comportement des souscripteurs épargnants, pour chaque période future, par différence entre les encours d'épargne probables et les encours d'épargne minimum attendus ;
- L'encours de crédits en risque correspond aux encours de crédits déjà réalisés mais non encore échus à la date de calcul et des crédits futurs estimés statistiquement en tenant compte du comportement de la clientèle et des droits acquis et projetés attachés aux comptes et plans d'épargne logement.

Les engagements sont estimés par application de la méthode Monte-Carlo pour traduire l'incertitude sur les évolutions potentielles des taux d'intérêt et leurs conséquences sur les comportements futurs modélisés des clients et sur les encours en risque. Sur cette base, une provision est constituée sur une même génération de contrats en cas de situation potentiellement défavorable pour le groupe, sans compensation entre générations.

La provision est inscrite au passif du bilan et les variations sont enregistrées en produit net bancaire.

#### 4.8.1 Tableau de variations des provisions

<i>en milliers de francs CFP</i>	31/12/2023	Dotations	Reprises	31/12/2024
<b>Provisions pour risques de contrepartie</b>	<b>979 950</b>	<b>106 672</b>	<b>-456 758</b>	<b>629 864</b>
<b>Provisions pour engagements sociaux</b>	<b>1 809 443</b>	<b>10 577</b>	<b>-21 802</b>	<b>1 798 218</b>
<b>Provisions pour PEL/CEL</b>	<b>27 790</b>	<b>0</b>	<b>-13 035</b>	<b>14 755</b>
<b>Provisions pour litiges</b>	<b>836 828</b>	<b>119 503</b>	<b>-127 518</b>	<b>828 813</b>
<b>TOTAL</b>	<b>3 654 011</b>	<b>236 752</b>	<b>-619 113</b>	<b>3 271 650</b>

#### 4.8.2 Provisions et dépréciations constituées en couverture du risque de contrepartie

	31/12/2023	Dotations (3)	Reprises (3)	Utilisations	31/12/2024
Dépréciations sur créances sur la clientèle	5 929 520	2 543 087	825 139	121 867	7 525 601
Dépréciations sur autres créances	1 277 688	236 497	84 083	0	1 430 101
<b>Dépréciations inscrites en déduction des éléments d'actifs</b>	<b>7 207 208</b>	<b>2 779 584</b>	<b>909 222</b>	<b>121 867</b>	<b>8 955 702</b>
Provisions sur engagements hors bilan (1)	200 161	99 557	58 433		241 286

Provisions pour risques de contrepartie clientèle (2)	779 787	7 115	398 325		388 577
<b>Provisions pour risques de contrepartie inscrites au passif</b>	<b>979 948</b>	<b>106 672</b>	<b>456 758</b>	<b>0</b>	<b>629 863</b>
<b>TOTAL</b>	<b>8 187 156</b>	<b>2 886 256</b>	<b>1 365 980</b>	<b>121 867</b>	<b>9 585 565</b>

(1) Provisions constituées au titre d'engagement de financement et de garantie dont le risque est avéré ;

(2) Une provision pour risque de contrepartie est constituée sur le périmètre des engagements non douteux, inscrits au bilan ou au hors bilan, pour lesquels les informations disponibles permettent d'anticiper un risque de défaillance et de pertes à l'échéance (cf. notes 4.1 et 4.2.1) ;

(3) L'établissement applique les modalités d'enregistrement des mouvements liés aux dépréciations et provisions conformes aux dispositions du règlement n°2014-07 de l'ANC (reprise intégrale des montants de l'exercice précédent et dotation intégrale des montants de l'exercice en cours)

#### 4.8.3 Provisions pour engagements sociaux

##### Avantages postérieurs à l'emploi à cotisations définies

Les régimes à cotisations définies concernent les régimes de retraites obligatoires gérés par la sécurité sociale et par les caisses de retraite AGIRC et ARRCO et des régimes sur complémentaires auxquels adhèrent les Caisses d'Epargne et les Banques Populaires. L'engagement de la Banque de Nouvelle Calédonie est limité au versement des cotisations (418.899 milliers de francs CFP en 2024).

##### Avantages postérieurs à l'emploi à prestations définies et avantages à long terme

Les engagements de la banque de Nouvelle Calédonie les régimes suivants :

- le régime de retraite des Caisses d'Epargne, anciennement géré au sein de la Caisse Générale de Retraite des Caisses d'Epargne (CGRCE) désormais intégré au sein de la Caisse Générale de Prévoyance des Caisses d'Epargne (CGPCE) (régime de maintien de droits). Ce régime est fermé depuis le 31 décembre 1999 et les droits sont cristallisés à cette date. Le régime de maintien de droits est assimilé à un fonds d'avantages à long terme ;
- le régime de retraite des Banques Populaires géré par la Caisse Autonome de Retraite des Banques Populaires (CAR BP) concerne les prestations de retraite issues de la fermeture du régime de retraite bancaire au 31 décembre 1993 ;
- retraites et assimilés : indemnités de fin de carrière et avantages accordés aux retraités ;
- autres : bonification pour médailles d'honneur du travail et autres avantages à long terme.

Ces engagements sont calculés conformément aux dispositions de la recommandation n° 2013-R-02 de l'Autorité des normes comptables modifiée le 5 novembre 2021.

#### Analyse des actifs et passifs comptabilisés au bilan

	Exercice 2024					Exercice 2023				
	Régimes postérieurs à l'emploi à prestations définies		Autres avantages à long termes	Total		Régimes postérieurs à l'emploi à prestations définies		Autres avantages à long termes	Total	
	Compléments de retraite et autres régimes	Pré retraite	Indemnités de fin de carrière	Médailles du travail		Compléments de retraite et autres régimes	Pré retraite	Indemnités de fin de carrière	Médailles du travail	
<i>en milliers de francs CFP</i>										
Dette actuarielle	564 946	1 036 129	215 203	89 854	1 906 131	576 863	1 262 170	261 604	79 276	2 179 913
Juste valeur des actifs du régime	-687 817				-687 817	-717 450				-717 450
Juste valeur des droits à remboursement					0					0
Effet du plafonnement d'actifs	66 851				66 851	60 291				60 291
Ecart actuariels non reconnus gains / (pertes)	150 699	231 539	130 815		513 053	176 237	19 703	90 749		286 689
Coût des services passés non reconnus					0					0
<b>Solde net au bilan</b>	<b>94 679</b>	<b>1 267 668</b>	<b>346 018</b>	<b>89 854</b>	<b>1 798 218</b>	<b>95 940</b>	<b>1 281 873</b>	<b>352 353</b>	<b>79 276</b>	<b>1 809 443</b>
Engagements sociaux passifs	94 679	1 267 668	346 018	89 854	1 798 218	95 940	1 281 873	352 353	79 276	1 809 443

#### Analyse de la charge de l'exercice

	Régimes postérieurs à l'emploi à prestations définies			Autres avantages à long terme	Exercice 2024	Exercice 2023
	Compléments de retraite et autres régimes	Pré retraites	Indemnités de fin de carrière	Médailles du travail	Total	Total
<i>en milliers de francs CFP</i>						
Coût des services rendus	1 468	60 680	15 396	7 389	84 934	86 369
Coût des services passés	0	0	0	35 482	35 482	-2 391
Coût financier	19 061	31 682	8 227	3 645	62 615	70 528
Produit financier	-23 797	0	0	0	-23 797	-25 560
Prestations versées	-4 091	-121 287	-29 720	-13 970	-169 068	-97 556
Ecart actuariels	-1 997	0	-3 540	-23 729	-29 267	-19 464

Autres	8 095	14 720	3 302	1 760	27 876	32 644
<b>Total de la charge de l'exercice</b>	<b>-1 262</b>	<b>-14 205</b>	<b>-6 335</b>	<b>10 578</b>	<b>-11 225</b>	<b>44 569</b>

La réforme des retraites en France (Loi 2023-270 du 14 avril 2023 de financement rectificative de la sécurité sociale pour 2023 et décrets d'application 2023-435 et 2023-436 du 3 juin 2023) a été prise en compte pour l'évaluation de la dette actuarielle au 31 décembre 2024. L'impact de cette réforme est considéré comme une modification de régime comptabilisé en coût des services passés.

#### Principales hypothèses actuarielles

	Exercice 2024	Exercice 2023
	CGPCE	CGPCE
taux d'actualisation	3,52%	3,37%
taux d'inflation	2,30%	2,40%
table de mortalité utilisée	TGH05-TGF05	TGH05-TGF05
duration	13,3	13,9

Hors CGPCE et CAR-BP	Exercice 2024				Exercice 2023			
	Régimes postérieurs à l'emploi à prestations définies			Autres avantages à long terme	Régimes postérieurs à l'emploi à prestations définies			Autres avantages à long terme
	Compléments de retraite et autres régimes	Pré retraites	Indemnités de fin de carrière	Médailles du travail	Compléments de retraite et autres régimes	Pré retraites	Indemnités de fin de carrière	Médailles du travail
taux d'actualisation	3,52%	3,08%	3,38%	3,15%	3,39%	3,00%	3,21%	3,08%
table de mortalité utilisée	TGH05-TGF05	TGH05-TGF05	TGH05-TGF05	TGH05-TGF05	TGH05-TGF05	TGH05-TGF05	TGH05-TGF05	TGH05-TGF05
duration	16,53	6,98	10,98	7,66	18,14	8,22	12,53	10,11

#### 4.8.4 Provisions PEL / CEL

##### Encours de dépôts collectés

en milliers de francs CFP	31/12/2024	31/12/2023
Encours collectés au titre des Plans d'épargne logement (PEL)		
* ancienneté de moins de 4 ans	605 746	713 534
* ancienneté de plus de 4 ans et de moins de 10 ans	310 584	408 095
* ancienneté de plus de 10 ans	225 449	301 254
<b>Encours collectés au titre des plans épargne logement</b>	<b>1 141 778</b>	<b>1 422 883</b>
<b>Encours collectés au titre des comptes épargne logement</b>	<b>794 983</b>	<b>701 539</b>
<b>TOTAL</b>	<b>1 936 761</b>	<b>2 124 422</b>

##### Encours de crédits octroyés

en milliers de francs CFP	31/12/2024	31/12/2023
Encours de crédits octroyés		
* au titre des plans épargne logement	5 292	1 213
* au titre des comptes épargne logement	379	672
<b>TOTAL</b>	<b>5 671</b>	<b>1 885</b>

##### Provisions sur engagements liés aux comptes et plans épargne-logement (PEL et CEL)

en milliers de francs CFP	31/12/2023	Dotations/ Reprises nettes	31/12/2024
Provisions constituées au titre des PEL	0	0	0
* ancienneté de moins de 4 ans	6 989	-6 989	0
* ancienneté de plus de 4 ans et de moins de 10 ans	879	-879	0
* ancienneté de plus de 10 ans	3 685	-2 340	1 345
<b>Provisions constituées au titre des plans épargne logement</b>	<b>11 553</b>	<b>-10 209</b>	<b>1 344</b>
<b>Provisions constituées au titre des comptes épargne logement</b>	<b>16 280</b>	<b>-2 902</b>	<b>13 378</b>
Provisions constituées au titre des crédits PEL	-31	66	35

Provisions constituées au titre des crédits CEL	-12	10	-2
<b>Provisions constituées au titre des crédits épargne logement</b>	<b>-43</b>	<b>76</b>	<b>33</b>
<b>TOTAL</b>	<b>27 790</b>	<b>-13 035</b>	<b>14 755</b>

#### 4.9 Dettes subordonnées

##### Principes comptables

Les dettes subordonnées regroupent les fonds provenant de l'émission de titres ou d'emprunts subordonnés, à durée déterminée ou à durée indéterminée, et les dépôts de garantie à caractère mutuel. Le remboursement en cas de liquidation du débiteur n'est possible qu'après désintéressement des autres créanciers.

Les intérêts courus à verser attachés aux dettes subordonnées sont portés dans un compte de dettes rattachées en contrepartie du compte de résultat.

La Banque de Nouvelle Calédonie n'a émis aucun prêt subordonné.

#### 4.10 Fonds pour risques bancaires généraux

<i>en milliers de francs CFP</i>	<b>31/12/2023</b>	<b>Augmentation</b>	<b>Diminution</b>	<b>Autres variations</b>	<b>31/12/2024</b>
Fonds pour risques bancaires généraux	0	1 400 000			1 400 000
<b>TOTAL</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>		<b>1 400 000</b>

Ce poste comprend les fonds pour risques bancaires généraux, ils sont définis comme les montants que l'établissement assujetti décide d'affecter à la couverture de tels risques, lorsque des raisons de prudence l'imposent eu égard aux risques particuliers inhérents aux opérations bancaires.

#### 4.11 Capitaux propres

<i>en milliers de francs CFP</i>	<b>Capital</b>	<b>Primes d'émission</b>	<b>Réserves/ autres</b>	<b>Report à nouveau</b>	<b>Résultat</b>	<b>Total capitaux propres hors FRBG</b>
<b>TOTAL AU 31 DECEMBRE 2022</b>	<b>12 097 944</b>	<b>3 646 846</b>	<b>3 552 232</b>	<b>0</b>	<b>947 316</b>	<b>20 244 338</b>
Mouvements de l'exercice	0	0	947 317	0	-108 680	838 637
<b>TOTAL AU 31 DECEMBRE 2023</b>	<b>12 097 944</b>	<b>3 646 846</b>	<b>4 499 549</b>	<b>0</b>	<b>838 636</b>	<b>21 082 975</b>
Affectation résultat 2023			838 636		-838 636	0
Résultat de la période					-1 867 172	-1 867 172
<b>TOTAL AU 31 DECEMBRE 2024</b>	<b>12 097 944</b>	<b>3 646 846</b>	<b>5 338 185</b>	<b>0</b>	<b>-1 867 172</b>	<b>19 215 803</b>

Le capital social de la Banque de Nouvelle Calédonie s'élève à 12.097.944 milliers de francs CFP et est composé de 672.108 actions ordinaires de 18.000 francs CFP de nominal.

#### 4.12 Durée résiduelle des emplois et ressources

Les emplois et ressources à terme définis sont présentés selon la durée restant à courir avec créances et dettes rattachées.

<i>en milliers de francs CFP</i>	<b>31/12/2024</b>						<b>Total</b>
	<b>Inférieur à 1 mois</b>	<b>De 1 mois à 3 mois</b>	<b>De 3 mois à 1 an</b>	<b>De 1 an à 5 ans</b>	<b>Plus de 5 ans</b>	<b>Non déterminé</b>	
Créances sur les établissements de crédit	26 015 140	810 434	6 695 536	6 092 845	19 188 684	0	58 802 639
Opérations avec la clientèle	15 431 331	5 127 817	21 126 683	78 194 235	124 694 393	7 003 048	251 577 507
<b>Total des emplois</b>	<b>41 446 471</b>	<b>5 938 251</b>	<b>27 822 219</b>	<b>84 287 080</b>	<b>143 883 077</b>	<b>7 003 048</b>	<b>310 380 146</b>
Dettes envers les établissements de crédit	52 032 785	14 807	22 955 121	41 688 117	22 228 126	0	138 918 956
Opérations avec la clientèle	116 015 276	16 437 087	11 705 771	16 575 660	392 918	0	161 126 712
<b>Total des ressources</b>	<b>168 048 061</b>	<b>16 451 894</b>	<b>34 660 892</b>	<b>58 263 777</b>	<b>22 621 044</b>	<b>0</b>	<b>300 045 668</b>

Suite à l'application du règlement ANC n° 2020-10, les dettes représentées par un titre sont présentées après déduction des titres empruntés et la créance sur le fonds d'épargne est présenté en déduction de l'épargne réglementée. Se référer aux notes 4.2, 4.3.1 et 4.8

**Note 5. Informations sur le hors bilan et opérations assimilées****5.1 Engagements reçus et donnés****Principes généraux****Engagements de financement**

Les engagements de financement en faveur d'établissements de crédit et assimilés comprennent notamment les accords de refinancement, les acceptations à payer ou les engagements de payer, les confirmations d'ouvertures de crédits documentaires et les autres engagements donnés à des établissements de crédit et assimilés.

Les engagements de financement en faveur de la clientèle comprennent notamment les ouvertures de crédits confirmés, les lignes de substitution des billets de trésorerie, les engagements sur facilités d'émission de titres et les autres engagements en faveur d'agents économiques autres que des établissements de crédit et assimilés.

Les engagements de financement reçus recensent notamment les accords de refinancement et les engagements divers reçus d'établissements de crédit et assimilés.

**Engagements de garantie**

Les engagements de garantie d'ordre d'établissements de crédit recouvrent notamment les cautions, avals et autres garanties d'ordre d'établissements de crédit et assimilés.

Les engagements de garantie d'ordre de la clientèle comprennent notamment les cautions, avals et autres garanties d'ordre d'agents économiques autres que des établissements de crédit et assimilés.

Les engagements de garantie reçus recensent notamment les cautions, avals et autres garanties reçus d'établissements de crédit et assimilés.

**5.1.1 Engagements de financement**

<i>en milliers de francs CFP</i>	<b>31/12/2024</b>	<b>31/12/2023</b>
<b>Engagements de financement donnés</b>		
Ouverture de crédits documentaires	164 249	788 124
Autres ouvertures de crédits confirmés	27 694 561	32 648 558
Autres engagements	72 800	12 026 171
<b>En faveur de la clientèle</b>	<b>27 931 610</b>	<b>45 462 853</b>
<b>TOTAL DES ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT DONNÉS</b>	<b>27 931 610</b>	<b>45 62 853</b>

**5.1.2 Engagements de garantie**

<i>en milliers de francs CFP</i>	<b>31/12/2024</b>	<b>31/12/2023</b>
<b>Engagements de garantie donnés</b>		
Cautions immobilières	434 649	474 156
Cautions administratives et fiscales	4 657 134	4 909 794
Autres cautions et avals donnés	3 027 597	3 281 331
Autres garanties données	5 662 628	8 273 222
<b>D'ordre de la clientèle</b>	<b>13 782 008</b>	<b>16 938 503</b>
<b>TOTAL DES ENGAGEMENTS DE GARANTIE DONNÉS</b>	<b>13 782 008</b>	<b>16 938 503</b>
Engagements de garantie reçus d'établissements de crédit	6 139 263	16 393 104
<b>TOTAL DES ENGAGEMENTS DE GARANTIE REÇUS</b>	<b>6 139 263</b>	<b>16 393 104</b>

**5.1.3 Autres engagements ne figurant pas au hors bilan**

Au 31 décembre 2024, la Banque de Nouvelle Calédonie n'enregistre pas d'autres engagements.

**5.2 Opérations sur instruments financiers à terme****Principes comptables**

Les opérations de couverture et de marché sur des instruments financiers à terme de taux d'intérêt, de change ou d'actions sont enregistrées conformément aux dispositions du règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC).

Les engagements relatifs à ces opérations sont inscrits dans les comptes de hors bilan pour la valeur nominale des contrats. A la date de clôture, le montant de ces engagements représente le volume des opérations non dénouées à la clôture.

Les principes comptables appliqués diffèrent selon la nature des instruments et les intentions des opérateurs à l'origine.

**Opérations fermes**

Les contrats d'échange de taux et assimilés (accords de taux futurs, garantie de taux plancher et plafond) sont classés selon le critère de l'intention initiale dans les catégories suivantes :

- microcouverture (couverture affectée) ;
- macrocouverture (gestion globale de bilan) ;



- positions spéculatives / positions ouvertes isolées ;
- gestion spécialisée d'un portefeuille de transaction.

Les montants perçus ou payés concernant les deux premières catégories sont comptabilisés *prorata temporis* dans le compte de résultat.

Les charges et produits d'instruments utilisés à titre de couverture d'un élément ou d'un ensemble d'éléments homogènes sont enregistrés en résultat de manière symétrique à la prise en compte des produits et charges sur les éléments couverts. Les éléments de résultat de l'instrument de couverture sont comptabilisés dans le même poste que les produits et charges concernant les éléments couverts en « Intérêts et produits assimilés » et « Intérêts et charges assimilées ». Le poste « Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation » est utilisé lorsque les éléments couverts sont inclus dans le portefeuille de négociation.

En cas de surcouverture caractérisée, une provision pourra être constituée sur l'instrument de couverture, à hauteur de la quote-part en surcouverture, si l'instrument est en moins-value latente. Dans ce cas, la dotation aux provisions affectera le poste « Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation ».

Les charges et produits relatifs aux instruments financiers à terme ayant pour objet de couvrir et de gérer un risque global de taux sont inscrits *prorata temporis* en compte de résultat au poste « Intérêts et produits assimilés » et « Intérêts et charges assimilées ». Les gains et les pertes latents ne sont pas enregistrés.

Les charges et les produits relatifs à certains contrats constituant des positions ouvertes isolées sont enregistrés dans les résultats au dénouement des contrats ou *prorata temporis* selon la nature de l'instrument.

La comptabilisation des plus ou moins-values latentes est fonction de la nature des marchés concernés (organisés et assimilés ou de gré à gré).

Sur les marchés de gré à gré (qui incluent les opérations traitées en chambres de compensation), les pertes latentes éventuelles, constatées par rapport à la valeur de marché, font l'objet d'une provision comptabilisée dans la rubrique « Provisions » au passif. Les plus-values latentes ne sont pas enregistrées.

Sur les marchés organisés ou assimilés, les instruments bénéficient d'une cotation permanente et d'une liquidité suffisante pour justifier leur valorisation au prix de marché. Il sera tenu compte dans l'évaluation des positions ouvertes isolées du coût de liquidité et du risque de contrepartie.

Les contrats relevant de la gestion spécialisée sont valorisés en tenant compte d'une décote pour risque de contrepartie, coût de liquidité et valeur actualisée des frais de gestion futurs, si ces ajustements de valorisation sont significatifs. Les dérivés traités avec une contrepartie membre du mécanisme de solidarité du Groupe BPCE (cf. note 1.2.) ne font pas l'objet de ces ajustements de valorisation sauf le cas échéant pour le coût de liquidité. Les variations de valeur d'un arrêté comptable à l'autre sont inscrites immédiatement en compte de résultat au poste « Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation ».

Les soultes de résiliation ou d'assignation sont comptabilisées comme suit :

- pour les opérations classées en gestion spécialisée ou en position ouverte isolée, les soultes sont rapportées immédiatement en compte de résultat ;
- pour les opérations de microcouverture et de macrocouverture, les soultes sont soit amorties sur la durée de vie résiduelle de l'élément anciennement couvert soit rapportées immédiatement en compte de résultat.

#### Opérations conditionnelles

Le montant notionnel de l'instrument sous-jacent sur lequel porte l'option ou le contrat à terme est enregistré en distinguant les contrats de couverture des contrats négociés dans le cadre d'opérations de marché.

Pour les opérations sur options de taux d'intérêt, de change ou sur actions, les primes payées ou encaissées sont enregistrées en compte d'attente. A la clôture de l'exercice, ces options font l'objet d'une valorisation portée en compte de résultat dans le cas de produits cotés sur un marché organisé ou assimilé. Pour les marchés de gré à gré, seules les moins-values font l'objet d'une provision et les plus-values latentes ne sont pas enregistrées. Lors de la revente, du rachat, de l'exercice ou à l'expiration, les primes sont enregistrées immédiatement en compte de résultat.

Pour les opérations de couverture, les produits et charges sont rapportés de manière symétrique à ceux afférents à l'élément couvert. Les instruments conditionnels vendeurs ne sont pas éligibles au classement en macrocouverture.

Les marchés de gré à gré peuvent être assimilés à des marchés organisés lorsque les établissements qui jouent le rôle de mainteneurs de marchés garantissent des cotations permanentes dans des fourchettes réalistes ou lorsque des cotations de l'instrument financiers sous-jacent s'effectuent elles-mêmes sur un marché organisé.

#### 5.2.1 Instruments financiers et opérations de change à terme

en milliers de francs CFP	31/12/2024		31/12/2023	
	Couverture	Total	Couverture	Total
Opérations de change à terme	16 489	16 489	607 614	607 614
<b>Opérations de gré à gré</b>	<b>16 489</b>	<b>16 489</b>	<b>607 614</b>	<b>607 614</b>
<b>TOTAL OPÉRATIONS FERMES</b>	<b>16 489</b>	<b>16 489</b>	<b>607 614</b>	<b>607 614</b>
<b>TOTAL INSTRUMENTS FINANCIERS ET DE CHANGE À TERME</b>	<b>16 489</b>	<b>16 489</b>	<b>607 614</b>	<b>607 614</b>

#### 5.3 Opérations en devises

Principes comptables

Les résultats sur opérations de change sont déterminés conformément au règlement n°2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC).

Les créances, les dettes et les engagements hors bilan libellés en devises sont évalués au cours de change à la clôture de l'exercice. Les gains et pertes de change latents et définitifs sont enregistrés en compte de résultat. Les produits et les charges payés ou perçus sont enregistrés au cours du jour de la transaction.

Les immobilisations et titres de participation en devises financés en euros restent valorisés au coût d'acquisition.

Les opérations de change au comptant non dénouées sont valorisées au cours de clôture de l'exercice.

Les reports et déports sur les contrats de change à terme de couverture sont étalés *prorata temporis* en compte de résultat. Les autres contrats de change et les instruments financiers à terme en devises sont évalués au prix du marché. Les contrats de change à terme secs ou couverts par des instruments à terme sont réévalués au cours du terme restant à courir. Les swaps cambistes s'enregistrent comme des opérations couplées d'achats au comptant et de ventes à terme de devises.

La Banque de Nouvelle Calédonie ne présente au 31 décembre 2024 aucune opération en devise significative.

5.4 Ventilation du bilan par devise

La Banque de Nouvelle Calédonie ne présente au 31 décembre 2024 aucune position significative en devises l'exposant au risque de change.

Note 6. Autres informations

6.1 Consolidation

En référence à l'article 4111-1 du règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC), en application de l'article 211-2 du règlement ANC 2020-01, la Banque de Nouvelle Calédonie n'établit pas de comptes consolidés. Ses comptes individuels sont intégrés dans les comptes consolidés du Groupe BPCE.

6.2 Honoraires des commissaires aux comptes

HONORAIRES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES												
en milliers de francs CFP	TOTAL				BDO				KPMG			
	2024 (1)		2023 (1)		2024 (1)		2023 (1)		2024 (1)		2023 (1)	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
Audit												
Certification des comptes	21 349	94 %	18 759	91 %	9 874	98 %	9 405	96 %	11 476	90 %	9 354	84 %
Services autres que la certification des comptes (2)	1 472	6 %	1 786	9 %	202	2 %	392	4 %	1 270	10 %	1 786	16 %
TOTAL	22 821	100 %	20 544	100 %	10 075	100 %	9 797	100 %	12 746	100 %	11 139	100 %
Variation (%)	11%				3%				14%			

(1) Les montants portent sur les prestations figurant dans le compte de résultat de l'exercice y compris notamment, la TGC (taxe générale sur la consommation) non récupérable.

(2) Les services autres que la certification des comptes porte sur des revues spécifiques en matière fiscale pour 1.098 milliers de francs CFP ainsi que le contrôle du rapport de gestion pour 462 milliers de francs CFP.

6.3 Implantations dans les pays non coopératifs

L'article L. 511-45-I du Code Monétaire et Financier et l'arrêté du ministre de l'économie du 6 octobre 2009 imposent aux établissements de crédit de publier en annexe de leurs comptes annuels des informations sur leurs implantations et leurs activités dans les États ou territoires qui n'ont pas conclu avec la France de convention d'assistance administrative en vue de lutter contre la fraude et l'évasion fiscale permettant l'accès aux renseignements bancaires.

Ces obligations s'inscrivent dans le contexte mondial de lutte contre les territoires non fiscalement coopératifs, issu des différents travaux et sommets de l'OCDE, mais participent également à la prévention du blanchiment des capitaux et du financement du terrorisme.

Le Groupe BPCE, dès sa constitution, a adopté une attitude prudente, en informant régulièrement les établissements de ses réseaux des mises à jour des listes de territoires que l'OCDE a considérés comme insuffisamment coopératifs en matière d'échange d'informations en matière fiscale et des conséquences que l'implantation dans de tels territoires pouvaient avoir. Parallèlement, des listes de ces territoires ont été intégrées, pour partie, dans les progiciels utilisés aux fins de prévention du blanchiment de capitaux, et ce en vue d'appliquer une vigilance appropriée aux opérations avec ces États et territoires (mise en œuvre du décret n° 2009-874 du 16 juillet 2009). Au niveau central, un recensement des implantations et activités du groupe dans ces territoires a été réalisé aux fins d'informations des instances de direction.

Cette déclaration se base sur la liste des pays cités dans l'arrêté du 16 février 2024 pris en application de l'article 238 -0-A du Code général des impôts.

Au 31 décembre 2024, la Banque de Nouvelle Calédonie n'exerce pas d'activité et n'a pas recensé d'implantation dans les territoires fiscalement non coopératifs.

**Note 7. Rapport de gestion**

Le rapport de gestion est tenu à la disposition du public au siège social de la Banque de Nouvelle Calédonie, 10 avenue du Maréchal Foch, Nouméa (Nouvelle-Calédonie).